

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Industrie Minière Anglaise

Sa Crise — Son Évolution

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

Le LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1930

PAR

FERNAND DUPRÉ

M. OUALID, *Président*

MM. TRUCHY
LESCURE } *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1930

L'Industrie Minière Anglaise

Sa Crise — Son Évolution

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Industrie Minière Anglaise

Sa Crise — Son Évolution

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

Le LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1930

PAR

FERNAND DUPRÉ

M. OUALID, *Président*

MM. TRUCHY { *Suffragants*
LESCURE {

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1930



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

<i>Etude chronologique de la politique minière anglaise de 1913 à 1926</i>	3
A). — Contrôle gouvernemental pendant la guerre ..	4
B). — Contrôle gouvernemental après la guerre	7
1). — Cause du contrôle — Augmentation des salaires	9
2). — Organisation du contrôle	12
3). — L'agitation ouvrière — La grève d'octobre 1920	15
C). — Retour à la liberté	19

CHAPITRE II

Etude des salaires, des heures de travail et des profits.

A). — <i>Salaires</i>	
1). — Etude objective de la question	25
2). — Etude des salaires en fonction du pouvoir d'achat de la monnaie	33
B). — <i>Heures de travail.</i>	
1). — Etude objective de la question	35
2). — Rendement de l'ouvrier anglais	42
3). — Les Trade-Unions en Angleterre	44
C). — <i>Profits</i>	49

CHAPITRE III

<i>Examen d'un certain nombre de facteurs qui, dans le passé, ont affecté l'industrie houillère anglaise</i>	53
A). — Effets du retour de la monnaie à l'étalon-or sur le coût de production	53
B). — Occupation de la Ruhr et Plan Dawes.	
1). — Occupation de la Ruhr	57
2). — Plan Dawes	62
C). — Perte des marchés d'exportation	65
1). — Perte des marchés	65
2). — Facilités accordées aux exportateurs pour reconquérir à l'aide de l'assurance crédit les marchés perdus	69

CHAPITRE IV

<i>Etude d'un certain nombre de facteurs qui affectent la prospérité de l'industrie minière et qui sont susceptibles d'être modifiés</i>	73
A). — Transport du charbon	73
B). — Redevances et droits de passage	77
1). — Exposé de la question des redevances.	77
2). — Conséquences financières du rachat ..	82
3). — Conséquences économiques du rachat.	82
4). — Concentration des entreprises	85
a). — Etude comparative de l'extraction du mineur	85
b). — Difficultés croissantes de l'extraction	87
c). — Production des entreprises d'après leur importance	88

C). — Améliorations du sort des mineurs	90
1). — Habitations ouvrières	90
2). — Bains de puits	93
3). — Santé des ouvriers — Sécurité dans le travail	96

CHAPITRE V

Etude de deux des principaux remèdes proposés.

A). — Nationalisation de l'industrie minière	99
1). — Etude de la proposition de loi du 21 juin 1920	100
2). — Etude de la proposition de loi de mars 1923	102
B). — Ententes internationales et aspects internationaux du problème du charbon	105
1). — Position de l'Angleterre	105
2). — Essai d'un accord sur les heures de travail	107
3). — Essai d'un accord sur les salaires	108

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS	113
-------------------	-----

ANNEXES

A). — Législation récente	115
1). — Analyse de la loi du 1 ^{er} août 1930	115
2). — Commentaire de la loi	121
3). — Mise en pratique de la loi	124

4). — Refus des propriétaires de participer à la constitution du « National Indus- trial Board »	126
5). — Effets probables de la loi	127
B). — Tendances Néo-protectionnistes	128
BIBLIOGRAPHIE	133

Chaque jour, soit dans la presse anglaise et étrangère, soit dans quelques revues, quelques notes sont publiées sur cette grande industrie ; cependant aucune étude d'ensemble n'a été écrite récemment sur cette question.

Dans cet essai nous nous sommes efforcés d'étudier un certain nombre de problèmes, qui ont eu, ou qui ont encore à l'heure actuelle, une influence prépondérante sur cette industrie qui avait créé la prospérité de l'Angleterre. terre.

Pour la clarté de l'exposé, nous avons cru devoir faire précéder l'étude de ces problèmes d'un historique rapide de la question depuis la veille de la guerre afin de montrer le bouleversement que le contrôle gouvernemental avait apporté depuis 1914 à l'industrie minière anglaise.

Dans un deuxième chapitre nous avons étudié les facteurs essentiels du prix de revient, à savoir les salaires et les heures de travail. Ces deux questions qui intéressent le plus directement le monde ouvrier nous permettront de connaître ses revendications.

Nous tournant ensuite du côté du monde patronal, nous avons étudié la question des profits.

Au terme de cette première étude, nous aurons constaté que le salaire de l'ouvrier mineur n'est pas trop élevé mais que la production de celui-ci est insuffisante, et qu'enfin les profits retirés de cette industrie par le monde patronal sont trop faibles.

Les salaires constituent dans l'industrie minière la par-

tie principale du prix de revient. Nous aurions pu étudier successivement tous les autres éléments du coût de production, mais nous n'aurions présenté qu'une étude technique de cette question.

Nous nous sommes au contraire efforcés de rechercher dans un troisième chapitre, les principaux éléments qui ont affecté l'industrie houillère anglaise. A notre avis le retour de la livre sterling à l'étalon or, l'occupation de la Ruhr, la perte des marchés d'exportation sont autant de causes dont les effets resteront acquis pour toujours.

Par contre, dans une large mesure, il est possible d'améliorer le transport du charbon dont le coût forme un élément important du prix de revient, de transformer le régime de la propriété houillère en vue de faciliter la concentration des entreprises et enfin d'améliorer le sort des mineurs. Ces différentes questions ont été étudiées au chapitre IV.

Au cours des dix dernières années deux panacées ont été proposées : la nationalisation des entreprises et les ententes internationales. Nous indiquerons, aussi brièvement que possible, au chapitre IV, pourquoi, à notre avis, l'industrie minière anglaise ne peut attendre son salut, soit de l'une, soit de l'autre.

Notre conclusion écrite avant la promulgation de la loi toute récente votée par la Chambre des Communes nous a obligé d'ajouter en annexe un nouveau chapitre consacré à l'analyse et au commentaire de cette loi.

De plus nous avons estimé devoir parler des tendances néo-protectionnistes des différents partis politiques et dont la discussion est peut-être à l'ordre du jour de la Conférence Impériale qui siège actuellement à Downing Street.

CHAPITRE PREMIER

ETUDE CHRONOLOGIQUE DE LA POLITIQUE MINIERE DE 1913 A 1926

Pour avoir une idée d'ensemble du problème minier en Angleterre et pour dégager les idées générales des phénomènes passagers, il est nécessaire de connaître les conditions du marché houiller aux environs de 1913 et d'examiner l'évolution depuis cette époque jusqu'à celle qui nous occupe.

Voyons quelle était la situation du marché anglais en 1913.

La production s'élevait à 287.430.473 tonnes (1) et représentait une valeur de £ 145.535.469 : 98.339.194 tonnes de charbon étaient exportées et 189.092.279 tonnes consommées en Angleterre.

Si l'on compare ces chiffres à ceux d'autres pays, on constate que, pour la production totale, l'Angleterre n'est dépassée seulement que par les Etats-Unis, mais qu'elle

(1) A moins d'indications contraires, au cours de cet ouvrage, la tonne sera la mesure anglaise, soit 1.016 kgs environ).

garde encore la suprématie pour la production par habitant : 6,414 tonnes contre 5,34 aux Etats-Unis. Pour l'exportation les chiffres sont encore plus significatifs : 2,24 T. contre 0,23 aux Etats-Unis.

Le tonnage produit par rapport au tonnage exporté est de 23,2 0/0 contre 4,1 0/0 aux Etats-Unis.

Le charbon anglais a un triple rôle :

- 1° Il alimente directement une puissante industrie.
- 2° Il est une marchandise d'échange contre tous les produits.
- 3° Il alimente une marine marchande considérable (1).

A. — CONTROLE GOUVERNEMENTAL PENDANT LA GUERRE

Jusqu'en 1913 aucune expérience sociale n'avait été tentée en Angleterre sur cette industrie. Avec la guerre toute l'économie se trouve bouleversée, et pendant sa durée deux nécessités ont guidé la politique du charbon :

a) Assurer à l'industrie houillère le nombre voulu de travailleurs professionnels.

b) Maintenir les effectifs des ouvriers au niveau exigé par la situation militaire,

d'où un échange perpétuel d'hommes entre la mine et le front.

(1) Environ 1/3 du tonnage mondial appartient à l'Angleterre.

A l'armistice, l'effectif ouvrier atteignait 950.000 personnes, soit 184.000 de moins qu'en 1913.

Dès août 1914, le gouvernement interdisait l'exportation du charbon, sauf pour la France, l'Espagne, le Portugal et les ports russes de la Mer noire ; cette interdiction était renforcée le 13 mai 1915 par le « War Trade Department » qui instituait le système des licences pour l'exportation du charbon vers les pays neutres ; le 30 juillet 1915, le système des licences était étendu même aux Alliés.

Pendant toute la guerre le tonnage exporté ira, parallèlement à la production, constamment en décroissant. Cependant ce n'est qu'en 1918 que le système des restrictions sera appliqué à l'intérieur du pays.

Le Gouvernement anglais, principal acheteur de la houille, essaya de pratiquer une politique de bas prix.

Le 13 juillet 1915, M. Runciman déposait à la Chambre des Communes un projet de loi voté quelques jours plus tard, le 28 : il avait pour objet la réglementation du prix de vente de la houille destinée à la consommation intérieure Price of coal (Limitation Act.) 1915 ; les prix de vente au carreau fixés étaient ceux en vigueur à la date correspondante de la période de 12 mois finissant le 30 juin 1914, majorés uniformément de 4/- . Cette réglementation portait préjudice aux houillères livrant à l'exportation ; par suite des protestations de celles-ci, le Gouvernement dut prendre le contrôle général de l'exportation afin de supprimer, ou tout au moins d'atténuer, les inégalités de traitement.

Le prix moyen au carreau, qui avait été de 10/- en 1914 a été de :

14/- à partir du 29 juillet 1915, soit une augmentation de 40 %.

16/-6 à partir du 12 octobre 1917, soit une augmentation de 65 %.

19/- à partir du 24 juin 1918, soit une augmentation de 90 %.

20/-6 à partir du 8 juillet 1918, soit une augmentation de 105 %.

Le contrôle des prix de gros entraînait nécessairement celui des prix de détail ; pour les exportations une série d'arrangements furent conclus avec les Alliés et les Neutres.

Dès Septembre 1914, Lord Rhondda avait estimé que le contrôle général de l'industrie houillère était inévitable.

En juillet 1916, à Cardiff, on croyait savoir que le Gouvernement avait l'intention d'assumer ce contrôle ; ces bruits furent démentis, mais le 29 novembre 1916, une ordonnance autorisait le Board of Trade (Ministère du Commerce) à prendre le contrôle total des houillères du Pays de Galles du Sud. Cette ordonnance fut rendue à la suite d'un conflit relatif aux salaires.

Le 19 décembre 1916, M. Lloyd George déclarait solennellement à la Chambre des Communes que le Gouvernement se proposait :

1° D'assurer le contrôle de toutes les mines.

2° D'exercer par l'entremise du Shipping. Controller, un contrôle plus complet sur les navires anglais, contrôle équivalent à celui qui était exercé sur les chemins de fer.

Ce contrôle fût effectivement organisé le 14 février 1917 et M. Guy Galthrop fût nommé Board-Controller.

Le 25 octobre 1917 le Gouvernement déposait aux Communes un projet de loi sur les compensations aux houillères soumises au contrôle de l'Etat. En principe, les houillères devaient recevoir une indemnité calculée d'après leur production ; celles qui avaient maintenu leur production d'avant-guerre, non seulement conserveraient leurs bénéfices, mais recevraient 5 0/0 des bénéfices supplémentaires ; 80 % de ces bénéfices iraient au Trésor et 15 % serviraient à couvrir les dépenses occasionnées par le Contrôle.

La baisse de la production menaçant d'occasionner des pertes au Trésor, les prix de la Houille furent relevés le 24 juin 1918, puis le 8 juillet, pour que le plan pût fonctionner sans subsides du Gouvernement.

Le contrôle des houillères n'a cessé de se resserrer, et en 1918 l'autorisation du contrôleur était nécessaire pour :

- 1° Fermer un puits.
- 2° Vendre ou fermer une usine.
- 3° Augmenter les salaires.
- 4° Passer tout contrat pour la réparation, l'achat, la location des wagons, etc...

Cette politique de contrôle devait avoir une influence profonde sur toute la politique houillère de l'Angleterre bien après la fin de la guerre.

B. — CONTROLE GOUVERNEMENTAL APRES LA GUERRE

Après l'armistice, une politique nouvelle se dessine. Le prix de vente de la houille pour la consommation intérieure reste bas ; le prix du charbon exporté est fixé à un prix

élevé. C'est une politique en opposition complète avec le dumping.

En 1919, certaines mesures de contrôle furent abolies ; une violente crise ouvrière eut lieu ; elle se termina par le succès des revendications économiques des mineurs et l'échec de leurs revendications politiques. La même année la politique de traitement de faveur aux Alliés prenait fin (1).

Dès l'armistice, deux contingents de 100.000 mineurs furent démobilisés. Fin décembre 1918, 50.000 mineurs étaient revenus à la mine, et fin janvier ce chiffre s'élevait à 112.000. Le 14 janvier 1920, à la conférence de Southampton les mineurs demandèrent que des mesures fussent prises pour hâter la démobilisation des mineurs se trouvant encore aux armées. Le Gouvernement fit connaître qu'il lui était impossible de démobiliser cette catégorie d'ouvriers suivant d'autres règles que celles appliquées aux ouvriers d'autres métiers.

Le retour des mineurs relève la production, mais pas d'une façon aussi sensible qu'on l'avait espéré.

Dès l'armistice les exportateurs avaient demandé la suppression des restrictions à l'exportation. Le contrôleur des houillères leur fit connaître qu'il ne pouvait pas encore supprimer le contrôle des exportations vers la France et l'Italie, mais que les licences pour les Neutres seraient accordées avec beaucoup plus de libéralités. Les restrictions pour la consommation intérieure étaient atténuées par degrés.

(1) Ordonnance du 28 mai 1919.

1° — *Cause du contrôle. — Augmentation des salaires*

La cessation des hostilités laissait non résolues toutes les revendications des ouvriers mineurs.

Dès le 27 novembre 1918, les mineurs, en acceptant la décision du Contrôleur des houillères, fixant à 49 heures par semaine, repos déduit, la durée du travail pour les ouvriers du jour à partir du 1^{er} janvier 1919, avaient manifesté l'intention de réclamer une augmentation de salaires en raison de la hausse du coût de la vie.

A la conférence de Southampton les mineurs décidèrent de demander une augmentation de 30 % de leurs salaires, l'indemnité de guerre de 3/- étant maintenue mais n'entrant pas en compte dans le calcul des 30 %. Le 12 février le Gouvernement les informait qu'il était disposé à leur accorder immédiatement, mais à titre provisoire, une augmentation de 1/- par jour et qu'une commission d'enquête serait nommée. Les mineurs, mécontents, refusèrent les offres du Gouvernement et procédèrent à un scrutin sur l'opportunité de déclarer la grève générale le 15 mars. Les premiers scrutins montrèrent une minorité en faveur de la grève.

Le gouvernement résolut de nommer une commission qui serait chargée d'élaborer un rapport sur la question houillère et plus particulièrement sur celle des salaires.

Cette commission présidée par le Juge Sankey (1) était composée de : 3 mineurs, 3 membres ouvriers non mineurs, 3 propriétaires de houillères et 3 autres membres

(1) Maintenant Lord Sankey. — Lord Chancelier.

patrons ; elle a élaboré, non pas un, mais trois rapports provisoires qui ont été déposés le 20 mars 1919 (2).

Le premier était signé par le Président et par les trois membres patrons non propriétaires de houillères. Il concluait à une augmentation uniforme des salaires de 2/-.

Le second, signé par les 3 propriétaires de houillères, proposait une augmentation de 1/- 6. Enfin le troisième, signé des 6 ouvriers, réclamait une augmentation de 2/-6.

Le Gouvernement fit connaître qu'il acceptait les conclusions du rapport signé par le Juge Sankey ; les mineurs acceptèrent également.

Ce relèvement des salaires nécessairement devait augmenter le prix de revient de la houille au carreau.

D'autre part, le rapport Sankey recommandait pour les ouvriers du fonds, non compris la descente et la remontée, soit 39 minutes en moyenne, la réduction de la durée du travail à 7 heures, à partir du 16 juillet 1919 et à 6 heures à partir du 16 juillet 1921 si la production atteignait en 1920 le même chiffre qu'en 1913, soit 287 millions de tonnes ; pour les ouvriers du jour, il proposait l'institution de la semaine de 46 heures $\frac{1}{2}$, repas non compris, à partir du 16 juillet 1919. Ces propositions, après de nombreuses discussions furent acceptées par les mineurs.

Le 20 juin les rapports définitifs, au nombre de quatre, étaient déposés.

Le premier, signé par le Juge Sankey, concluait à l'acqui-

(2) Rapports Sankey et annexes.

sition par l'Etat des Royalties (1), moyennant une indemnité, et posait le principe du droit de propriété de l'Etat sur les mines ; il préconisait la mise en vigueur d'un régime administratif préparant pour 1922 la main mise complète de l'Etat sur les mines après paiement d'une indemnité équitable aux propriétaires.

Le second, signé des six ouvriers, concluait à la nationalisation immédiate des mines ; les trois membres mineurs faisaient certaines réserves et concluaient contrairement à leurs trois collègues, à l'expropriation des royalties sans indemnité.

Le dernier, signé par M. Duckham, concluait dans le même sens que ses cinq collègues patrons, mais préconisait surtout une fusion d'entente houillère par district.

Le 18 août, le Gouvernement à la Chambre des Communes se ralliait au rapport de M. Ducklam.

Pendant les premiers mois de 1919, les mineurs s'efforcent d'obtenir simultanément un relèvement des salaires et un abaissement de la durée du travail.

Le conflit s'était terminé par un relèvement des salaires de 2/- par jour à partir du 9 janvier, et par l'institution de la journée de 7 heures à partir du 16 juillet. Ces décisions bouleversant la situation financière de l'industrie houillère, un relèvement de prix ne pouvait être évité. Le 9 juillet, à la Chambre des Communes, M. Auckland Geddes annonçait que les prix intérieurs du charbon allaient être relevés de 6/- par tonne à partir du 16 juillet. Une telle

(1) Redevances que l'exploitant paie au propriétaire du terrain. On trouvera plus loin un chapitre consacré à cette question.

décision devait grever lourdement l'industrie britannique (1).

2°. — Organisation du contrôle

Un contrôle du Gouvernement et une organisation générale de l'industrie houillère devenaient nécessaires.

Le prix de la houille exportée avait été contrôlé à partir du 1^{er} juin 1916 dans l'intérêt des consommateurs alliés ; des prix maxima avaient été fixés pour les alliés, et des prix minima pour les neutres. En 1917 les prix maxima pour les alliés avaient été transformés en prix fixes, et en 1919, en prix minima. A partir du début de 1919, le Gouvernement anglais s'efforce de vendre le charbon exporté au plus haut prix possible dans le double but d'alourdir le prix de revient des industries étrangères concurrentes, et de procurer à l'Angleterre le maximum de ressources pour soutenir son change. A la fin de 1919, les importateurs français n'étaient guère mieux traités que les importateurs neutres.

Le contrôle des houillères continua à fonctionner en 1919 comme par le passé.

(1) On estime que le prix de revient de quelques produits était augmenté, ainsi qu'il suit :

Fonte	15 à 20 0/0
Coke	10 0/0
Zinc	40 0/0
Vapeur	10 0/0
Verreries	5 à 10 0/0
Produits chimiques	10 0/0

En 1920, le Gouvernement britannique continue la politique inaugurée, c'est-à-dire se servir du charbon comme d'une arme dans la lutte commerciale internationale ; le charbon sera vendu à un prix artificiel, bas aux consommateurs britanniques, élevé aux consommateurs étrangers, afin que, grâce à ce traitement différent, l'industrie britannique se trouve avantagée dans la lutte contre l'industrie étrangère.

Pour assurer le succès de cette politique, le Gouvernement ne pouvait rendre la liberté à l'industrie houillère ; si le contrôle des mines venait à être supprimé, le prix de la houille à l'intérieur devait croître jusqu'à atteindre les prix mondiaux.

D'autre part, la diminution de l'extraction nécessitait un contrôle de la répartition sans lequel toutes les houillères auraient vendu à l'exportation et le marché intérieur se serait trouvé difficilement alimenté.

Le 30 mars 1930, le Gouvernement faisait voter le Coal Mines (Emergency) Act ; cette loi avait un effet rétro-actif à partir du 1^{er} avril 1919.

Le principe de cette loi avait été expliqué, fin novembre 1919, par M. Auckland Geddes : « Tous les bénéfices de l'industrie houillère proviennent du charbon exporté et de la fourniture du charbon de soute ; la houille vendue à l'intérieur l'est à perte. C'est là une situation dangereuse pour l'industrie houillère. Le Gouvernement estime que, pour le charbon consommé par l'industrie anglaise tout au moins, il y a lieu de revenir au régime du libre jeu des lois économiques. Il est donc désirable que le système ac-

tuel de contrôle soit modifié à bref délai et se transforme graduellement. Il suffira :

- 1° De limiter la quantité de charbon exporté ;
- 2° De limiter le bénéfice des exploitants ;
- 3° De limiter le prix des charbons domestiques (1).

Le 1^{er} juin 1920, dans le but de permettre l'abolition du contrôle du débit de charbon à l'intérieur, la limitation du tonnage exporté fut adoptée. Les consommateurs britanniques ne furent plus limités dans leurs achats ni dans le choix de leurs fournisseurs ; les ordonnances fixant le prix de vente de la houille en gros et en détail furent suspendues, le consommateur restant protégé contre les spéculateurs par le Profituring Act.

Le 21 juin 1920, le Gouvernement déposait à la Chambre des Communes un projet de loi créant un Ministère des mines ; cette création était envisagée depuis assez longtemps. Le Ministère hériterait de toutes les attributions du Home Office (Ministère de l'Intérieur) et du Board of Trade, concernant les mines et minéraux. Le maintien du contrôle gouvernemental sur l'industrie houillère devait être assuré jusqu'au 31 août 1921 ; des Comités de puits et Comités de districts s'occuperaient de toutes les questions concernant l'hygiène, la sécurité, le bien-être des ouvriers. Des Comités régionaux auraient plus particulièrement pour attributions la fixation des salaires d'après le prix de vente. Enfin, au sommet existerait un Comité National. La loi fut votée le 16 août 1920 malgré l'opposition de la Fédération des Mineurs ; M. Bridgeman était nommé Secrétaire aux mines.

(1) Déclaration à la Chambre des Communes.

3°. — *L'agitation ouvrière ; la grève d'octobre 1920*

En 1919, les mineurs avaient obtenu une augmentation de salaires de 2/- par poste. Mais le prix de la vie n'avait cessé de croître.

Les mineurs se rendaient parfaitement compte que ce qui était important pour eux, ce n'était pas une augmentation du salaire qu'ils touchaient, mais une augmentation du pouvoir d'achat de ce salaire. Dans une entrevue que leur accorda Lloyd George le 28 janvier 1920, les dirigeants de la Fédération des Mineurs demandèrent que les superbénéfices produits par l'exportation du charbon fussent employés à diminuer le coût de la vie, ou sinon à relever leurs salaires ; de plus ils demandaient :

1° D'abaisser de 9/- 4 par tonne le prix de la houille vendue à l'industrie britannique.

2° D'augmenter le tonnage de charbon mis à la disposition de la consommation domestique.

En outre, la Fédération des Mineurs exigeait la limitation du bénéfice des propriétaires des houillères .

Une expertise comptable fut ordonnée, basée sur une production probable de 230 millions de tonnes, dont 49 exportées et 181 consommées à l'intérieur (1).

Les experts estimèrent que le prix de vente du charbon exporté serait de £ 120.317.500, et celui du charbon consommé à l'intérieur de £ 209.166.500, soit au total £ 329.484.000.

Le paiement des salaires, frais d'exploitation, redevances et ristournes, devaient atteindre un chiffre voisin de

(1) La production exacte a été de 228 millions de tonnes.

£ 323.400.000, laissant un solde disponible de £ 6.084.000.

Les mineurs, qui avaient refusé de participer à l'expertise, en contestèrent les chiffres.

De longs pourparlers commencèrent entre les délégués des mineurs et le Gouvernement qui, finalement, proposa une augmentation de 20 % des salaires bruts (non compris l'indemnité de guerre de 3/- et l'indemnité Sankey), l'augmentation devant être au minimum de 2/-. Ces propositions furent acceptées par les mineurs.

A la suite de ce relèvement de salaires, entré en vigueur le 12 mars, le montant moyen des salaires par tonne de houille extraite passa à 22/- 8 ½ (1).

L'augmentation accordée ne tarda pas à paraître insuffisante aux mineurs.

Le 26 août, la grève était décidée : le 2 septembre le préavis de grève était lancé, le 31 août les cheminots et dockers décidèrent de soutenir les mineurs, et le 8 septembre le congrès des Trade-Unions adoptait la même résolution.

Le 3 septembre M. Hodges avait exposé à la presse les revendications des mineurs (2):

1° Augmentation pour les adultes de 2/- par coupe, la

(1) Voici d'ailleurs, année par année, l'augmentation des salaires :

1913	6 /—4.01
1913	6 /—4.01
1914	6 /—2.92
1915	7 /—9.58
1916	9 /—9.12
1917	10 /—5.53
1918	13 /—2.80
Mai 1920	22 /—8.50
3 ^e Trimest. 1920	26 /—3.06

(2) Times. — 4 septembre 1920.

vie ayant augmenté depuis 1914 de 165 %, alors que les salaires n'ont augmenté que de 155 %.

2° Abrogation de l'augmentation de 14/- 2 par tonne appliquée aux charbons domestiques depuis le 15 mai.

Le Gouvernement répondit qu'il envisagerait favorablement une augmentation de salaires si elle était liée à un relèvement de la production.

Les pourparlers aboutirent aux propositions suivantes faites par le Gouvernement le 1^{er} octobre :

Augmentation de 1/- si la production annuelle atteignait 240.000.000 T.

Augmentation de 1/-6 si la production annuelle atteignait 244.000.000 T.

Augmentation de 2/- si la production annuelle atteignait 248.000.000 T.

Augmentation de 2/-6 si la production annuelle atteignait 252.000.000 T.

Augmentation de 3/- si la production annuelle atteignait 256.000.000 T.

L'augmentation de 1/- étant applicable dès le 1^{er} octobre.

Ces propositions furent rejetées et la grève déclarée le 18 octobre.

Le 19 octobre, pendant une discussion à la Chambre des Communes, la proposition suivante fut formulée :

1° Augmentation immédiate de 2/- à titre provisoire.

2° Examen par un Comité mixte de la question des salaires.

3° Constitution de Comités de districts en vue d'obtenir une augmentation de la production.

M. Lloyd George fit remarquer que les augmentations de salaires entraînent toujours une diminution de l'extraction, que la production mondiale allait augmenter et que les hauts prix ne pourraient se maintenir « Les consommateurs étrangers se lassent, et il se crée de nouveaux courants commerciaux, comme entre les États-Unis et la France ».

Après de nouveaux pourparlers, une nouvelle proposition fut acceptée le 28 par les exploitants et les ouvriers : augmentation immédiate de 2/- revisable le 3 janvier sur la base suivante :

Production annuelle
comprise entre

242-246	»	»	»	à 1/-
246-250	maintien de l'augmentation			à 2/-
250-254	augmentation			à 3/-
254-258	»			à 3/-
258-262	»			à 3/-6
262-266	»			à 4/-

A chaque diminution ou augmentation de salaires de 6 pence, les exploitants recevraient un quart, en moins ou en plus, du dixième des bénéfices supplémentaires attribués aux exploitants par le Coal Mines (Emergency) Act ; ainsi exploitants et mineurs auraient le même intérêt au développement de l'extraction.

La reprise du travail eut lieu le 4 novembre.

La grève avait causé une perte d'extraction de 13 à 14 millions de tonnes et une perte de salaires de 14 à 15 millions de livres résultant du chômage d'au moins 350.000 ouvriers des autres industries (2).

(1) Millions de tonnes.

(2) Déclaration de M. Bridgeman, 8 novembre 1920, Chambre des Communes.

C) RETOUR A LA LIBERTÉ

Par une série de mesures habilement combinées :

fixation de prix minima à l'exportation,

limitation du tonnage exporté.

limitation du prix du charbon vendu à la consommation domestique,

bloquage des résultats financiers de toutes les houillères et limitation du bénéfice des exploitants, *

le Gouvernement anglais s'était efforcé d'obtenir que le consommateur anglais fut pourvu de la quantité de charbon qui lui était nécessaire, à des prix très bas, en même temps que le consommateur étranger paierait aussi cher que possible le surplus de la production anglaise. L'industrie anglaise se trouverait doublement avantagée dans l'âpre concurrence d'après guerre.

Au Parlement français, lors de la discussion des accords de Spa, à la fin de juillet 1920, plusieurs voix s'étaient élevées pour protester contre l'égoïsme de la politique anglaise ; des protestations semblables avaient été faites par l'Italie.

Certaines concurrences apparaissaient ; plusieurs cargaisons de charbon du Natal avaient été débarquées à Marseille ; la concurrence des Etats-Unis et du Japon se faisait sentir et la France commençait à recevoir du charbon allemand. Lloyd George propose d'imposer le système des licences aux exploitations de l'Inde et de l'Australie et de frapper d'un droit de sortie la houille de l'Afrique du Sud.

Par suite de la crise industrielle de 1920, la demande diminue et, par suite du retour à la liberté, la production anglaise augmente ; ces divers facteurs combinés amenè-

rent un effondrement des prix. De novembre 1920 à janvier 1921, le prix du charbon gros de bonne qualité tombe en moyenne de 130/- à 65/-. Dans de telles conditions les restrictions sur les prix et les conditions de vente à l'exportation devenaient sans objet ; aussi furent-elles supprimées le 1^{er} décembre 1920. La liberté complète du commerce du charbon était rendue le 1^{er} février 1921.

Le 1^{er} avril 1921, le Coal Mines (Emergency) Act était aboli. C'était la fin de tout le contrôle.

M. Bridgman, lors des discussions avait déclaré que le contrôle avait été la cause indirecte de la diminution de la production ; il avait donné aux ouvriers l'obsession de la nationalisation, les avait ainsi détournés de faire leur possible pour améliorer leur rendement, et avait conduit les exploitants à ne pas rechercher de nouveau débouchés par une réduction de leur prix de revient.

Au lendemain de la suppression du contrôle, une terrible crise éclata dans toute l'industrie houillère, comme l'indiquent les résultats suivants :

3 ^e trimestre 1920,	bénéfice de		£	12.948.918
4 ^e trimestre 1920,	perte de		£	1.136.324
Janvier 1921,	perte de		£	4.889.331
Février 1921,	perte de		£	4.536.396
Mars 1921,	perte de		£	5,259.209

En février, réduction de salaire de 2/-.

En mars, réduction de salaire de 1/-3.

Le 17 mars 1922 les propriétaires des houillères proposèrent de fixer les salaires d'après les principes suivants :

1° Les salaires de base seraient les salaires de base de 1914, majorés des augmentations accordées au début de

la guerre ; en outre, pour les salaires à la tâche, une augmentation de 14,2 %, serait faite pour tenir compte de la réduction de la journée de travail.

2° Après avoir prélevé sur les recettes ces salaires de base et autres frais de production, 17 % du total des salaires seraient conservés par les exploitants à titre de bénéfice de base.

3° Le reliquat des bénéfices serait réparti à raison de 80 % aux ouvriers, 20 % aux exploitants.

4° Au cas où les recettes ne permettraient pas, pour une période donnée, de verser aux exploitants l'intégralité de leurs bénéfices de base, l'insuffisance serait reportée de période en période et devrait être comblée avant qu'aucun supplément de salaires ne puisse être versé aux ouvriers.

5° Pendant une période de transition, la totalité du reliquat serait versée aux ouvriers.

Le 24 mars cette proposition était repoussée et la grève éclatait le 1^{er} avril.

Le 28 avril, le Gouvernement fit des offres :

1° Subside de 10.000.000 de £ pour la période transitoire.

2° Diminution des salaires limitée à 3/- pour mai et 3/-6 pour juin au maximum.

3° Uniformisation de la baisse pour tous les bassins.

Les mineurs repoussèrent ces offres.

Une deuxième proposition du Gouvernement fut repoussée le 28 mai et une troisième le 15 juin.

Le travail reprit cependant le 5 juillet ; le coût de la grève se chiffrait par une perte de £ 260.000.000.

Les propositions 1 et 2 étaient acceptées ; d'autres part les mineurs recevaient 83 % du reliquat des bénéfices et les propriétaires 17 %.

Il était convenu que :

1° Pour la période de transition, les salaires ne pourront être inférieurs à ceux de mars 1921, de plus de 2/- pour juillet, 2/-6 pour août, 3/- pour septembre ; le Gouvernement devait fournir à cet effet un subside de 10 millions de £.

2° Pendant toute la durée de l'accord, les mineurs recevraient un salaire au moins égal à celui de base majoré de 20 %.

Cet accord amena des diminutions considérables des salaires. En novembre 1921 ils étaient à peine supérieurs à 120 % des salaires de 1914, (1) alors que le coût de la vie avait doublé par rapport à 1914.

Le subside ne fut pas entièrement épuisé. Le Gouvernement se refusa à distribuer les 3.000.000 de £ restant disponibles, ce qui aurait permis d'atténuer un peu la diminution des salaires.

Ce subside est la dernière mesure gouvernementale dérivée de la réglementation de guerre de l'industrie houillère.

A partir de 1925, une série de revendications sont formulées par les chefs des organisations ouvrières ; ils ré-

(1) Le salaire moyen de l'ouvrier mineur était à cette époque de 7 francs par jour.

clament principalement une élévation des salaires et une diminution des heures de travail pour le mineur. Ils formulent également une série de revendications sociales et demandent que le standart de vie de leurs adhérents soit élevé au niveau de celui des ouvriers mineurs des autres pays producteurs ou à celui des ouvriers en général.

D'autre part, les propriétaires affirment que les profits ne sont plus suffisamment élevés pour permettre à l'industrie de vivre. Certains affirment que les salaires sont trop élevés, d'autres estiment que l'ouvrier ne travaille pas, ou ne produit pas assez. Enfin, ils articulent une série de griefs soit contre les ouvriers, soit contre le Gouvernement.

D'après le plan que nous nous sommes tracés, étudions les questions de salaires, d'heures de travail et les profits de l'industrie minière anglaise.

CHAPITRE II

ETUDE DES SALAIRES, DES HEURES DE TRAVAIL ET DES PROFITS

A) SALAIRES

I) *Etude objective de la question*

Le problème des salaires est complexe : certains bassins n'ont jamais pu payer que des salaires très bas pour pouvoir soutenir la concurrence sur les marchés extérieurs ; d'autres, à débit intérieur, ont leurs coudées plus franches ; diversité de conditions et de pratiques d'exploitation de bassin à bassin, multiplicité des tarifs dans l'intérieur d'un même bassin et brochant sur le tout, tendance indéniable des organisations ouvrières, ou tout au moins de certains de leurs dirigeants, vers une unification nationale des salaires.

Vers 1880, les salaires étaient automatiquement fixés par les prix de vente du charbon : ce fut le régime de l'échelle mobile, sans minimum, et comme les cours de la houille tombaient de plus en plus, les mineurs opposèrent une résistance croissante au système de l'échelle mobile.

En 1888, avait été constituée la « Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne » par la réunion des différentes organisations régionales.

En juillet 1893, les cours de la houille s'étant effondrés (6/-9 au carreau) les exploitants demandèrent que des réductions considérables sur les salaires fussent effectuées : 300.000 mineurs se mirent en grève ; après quatre mois de lutte, les mineurs obtinrent que les patrons réduisissent de 25 à 10 % leur demande d'abaissement des salaires ; le principe de l'échelle mobile subsistait, mais en fait elle était de moins en moins appliquée, grâce aux comités de conciliation créés dans les différents districts. Ces comités étaient composés par moitié des représentants ouvriers et des représentants des patrons avec un président indépendant. Leurs attributions étaient diverses ; les uns s'occupaient exclusivement de la réglementation des salaires, d'autres avaient des attributions plus générales.

Le système de l'échelle mobile fut définitivement aboli au Sud du Pays de Galles en 1902, en Ecosse en 1912 et en Northumberland en 1917.

Pendant les années qui précédèrent la Guerre, les salaires dans les divers bassins étaient obtenus par l'application d'un pourcentage variable à un tarif fixé une fois pour toutes, appelé tarif de base.

Ce tarif de base variait avec chaque bassin et le pourcentage appliqué au tarif de base ne reflète pas la hausse des salaires aux diverses époques. En effet, le tarif de base comporte pour chaque puits de district, différents barèmes suivant que les travaux sont effectués à la tâche, ou que les ouvriers sont payés à la journée.

Pendant la période de contrôle gouvernemental, de sep-

tembre 1917 au 31 mars 1921, les salaires ont subi de nombreuses modifications. Nous en donnons ci-après l'énumération :

« A partir du 17 décembre 1917, *augmentation* de 1/-6 par poste pour les ouvriers de plus de 16 ans, et 9 d. pour les autres, (flat-rate war wage) ;

A partir du 1^{er} juillet 1918, *nouvelle augmentation* de même importance (salaire de guerre).

A partir du 9 janvier 1919, *augmentation* de 2/- pour les ouvriers de plus de 16 ans, et 1/- pour les autres (augmentation Sankey).

A partir du 16 janvier 1919, *relèvement* de 14,2 % des salaires des ouvriers à la tâche pour compenser la diminution d'une heure de la journée de travail édictée par décision arbitrale de la Commission Sankey.

A partir du 12 mars 1920, *augmentation* de 20 % sur la partie principale du salaire, c'est-à-dire sans y comprendre le salaire de guerre et l'augmentation Sankey, pourvu, toutefois que les relèvements acquis soient au moins de 2/- pour les ouvriers de plus de 18 ans, 1/- pour les ouvriers de 16 à 18 ans, et 9 d. pour ceux de moins de 16 ans.

A partir du 4 novembre 1920, *un bonus d'extraction* de 2/- par poste pour les ouvriers de plus de 18 ans, de 1/- pour les ouvriers de 16 à 18 ans, et de 9 d. pour ceux de moins de 16 ans.

Augmentation, du 3 au 31 janvier 1921, de 1/-6 pour les ouvriers de plus de 18 ans, 9 d. pour les ouvriers de 16 à 18 ans, et 6 d. 3/4 pour ceux de moins de 16 ans.

Du 1^{er} au 28 février 1921, *diminution* de 2/- pour les

ouvriers de plus de 18 ans, 1/-. pour les ouvriers de 16 à 18 ans, et 9 d. pour ceux de moins de 16 ans.

A partir du 1^{er} mars 1921, *diminution* de 1/-6 pour les ouvriers de plus de 18 ans, et de 9 d. pour les ouvriers de 16 à 18 ans, et de 2 d. 3/4 pour ceux de moins de 16 ans.

Le tableau suivant résume, à diverses dates, de 1914 à 1920, les salaires moyens payés, pour l'ensemble de l'industrie houillère britannique, à certaines catégories d'ouvriers (1) :

	Piqueurs à la tâche sh. d.	Bouteux à la journée sh. d.	Ouvriers semi-qualifiés (rouleurs) sh. d.	Manœu- vres sh. d.	Parallélisme de l'indice de cherté de vie
En 1914	8/10	7/8	6/5	5/9	100 0/0
Septembre 1917 ..	13/9	11/3	9/6	8/2	180 à 185 0/0
Novembre 1918 ..	17/0	14/6	12/9	11/5	220 à 225 0/0
Janvier 1919	19/0	16/6	14/9	13/5	220 0/0
Mars 1920	21/9	18/9	16/9	15/5	230 0/0
Novembre 1920 ..	23/9	20/9	18/9	17/5	276 0/0

L'accord national des salaires de 1921 essaye de revenir à la détermination des salaires par référence à des faits certains. L'échelle mobile basée uniquement sur le prix de vente prêtait à critique ; les prix de vente ne reflètent pas exactement les conditions économiques et ne tiennent pas compte des frais de production et du volume des échanges.

Le pays d'après cet accord était divisé en treize districts ; il fixait les salaires pour chaque district, sur les bénéfices

(1) Nous mentionnerons, sans entrer dans le détail, la loi relative aux chantiers anormaux votée après une grève générale qui dura du 1^{er} mars au 6 avril 1922. Cette loi institue un minimum de salaires et n'est applicable qu'aux ouvriers du fond et seulement au cas où l'anormalité des conditions dans lesquelles ils doivent travailler les empêcherait de gagner un salaire normal. Ce n'est guère que dans le Sud du Pays de Galles que cette loi a trouvé une application.

des mines à une époque donnée, c'est-à-dire le prix de vente du charbon, déduction faite des frais de production à l'exception des salaires. Les salaires de base subsistaient, et pour la fixation du total, il leur était ajouté un pourcentage variant en fonction des recettes.

Cet accord dura jusqu'en mai 1921 ; le 18 juin 1924 un nouvel accord avait été conclu et sa date d'entrée en vigueur avait été fixée au 15 mai 1924.

Le principe restait le même, les dispositions essentielles étaient les suivantes :

Un Conseil National mixte était constitué sous la présidence d'un président indépendant.

Les salaires payables dans chaque district étaient exprimés sous la forme d'un pourcentage des salaires de base ; ce pourcentage devait varier avec les recettes de l'industrie.

Le montant total du pourcentage était représenté par les 88 % du solde restant sur les recettes après déduction :

- a) du montant des salaires de base ;
- b) des frais de production autres que les salaires,
- c) des bénéfices de base, représentant 15 % des salaires de base.

Dans tout district le salaire minimum était le salaire de base majoré de $33,1/3$ %.

Les salaires de base dont il est parlé dans cet accord étaient les tarifs de base des districts en juillet 1914, plus, en ce qui concerne les ouvriers à la tâche, les majorations procentuelles résultant de la réduction de 8 à 7 heures de la journée de travail.

La validité de l'accord devait s'étendre jusqu'au 30 juin

1925 et se continuer par tacite reconduction, sauf préavis d'un mois pour chacune des parties.

Les accords compliqués comportant un minimum de salaires et une bonification variables furent considérés comme devant ouvrir l'ère de relations meilleures entre ouvriers et patrons. Malheureusement ces accords n'ont pas apporté les résultats attendus.

Il est difficile de déterminer ce que sont les bénéfices bruts. L'industrie minière de nos jours ne consiste pas seulement à extraire du charbon, mais elle est intimement liée à des industries connexes et l'on estime à 20 % de l'extraction totale, la quantité de charbon utilisée par ces industries. Les mineurs estiment que les profits de celles-ci devraient entrer en ligne de compte pour la détermination des salaires. Il est inutile de souligner que le point de vue des propriétaires est tout différent.

Lorsque les ventes sont effectuées à une Société ayant des liens financiers avec la mine, les prix de vente sont sensiblement égaux à ceux que l'exploitant aurait retiré d'un contrat avec une Société indépendante ; d'après les explications fournies devant la Commission Samuel, la grande majorité de ces prix de vente, ou plutôt prix de transfert, correspondent aux prix normaux. La Fédération des Mineurs estime que les chiffres donnés ne peuvent être pris en considération pour le calcul des salaires.

Une autre difficulté provient du fait que les salaires sont fixés par district sans tenir compte qu'en fait chaque mine est indépendante. Une mine riche et bien dirigée dans un district pauvre paiera de bas salaires, tandis qu'une mine pauvre ou mal dirigée paiera de hauts salaires dans un district riche.

Il est à remarquer également que des mines peu importantes ou mal exploitées, sont prises en considération, quant aux profits, dans un district quelconque, pour le calcul des salaires ; elles ne font qu'abaisser le niveau des salaires et par suite augmenter les profits des mines les plus riches.

Enfin, le mineur n'a aucun intérêt dans le résultat financier de l'entreprise. A mon avis le propriétaire anglais devrait s'engager dans la voie montrée par les sociétés américaines qui font de l'ouvrier un associé de l'entrepreneur. D'après une statistique produite à la Commission Samuel sur 34 sociétés ayant un capital de £ 45.000.000, depuis 1912, £ 17.000.000 d'actions de bonus ont été distribuées aux actionnaires. Ne serait-ce pas de bonne politique de réserver une part de ces actions aux ouvriers qui ont contribué à la réalisation des profits.

La division des profits entre le capital et le travail conduirait à une fluctuation continuelle des salaires. Si de 1894 à 1913 la moyenne des profits a été de 17,3 % des salaires effectivement payés, suivant les années les profits ont varié de 6 % à 42 %. S'il est vrai que, pratiquement, il serait de bonne politique d'intéresser les ouvriers aux bénéfices de l'exploitation, il est nécessaire de conserver au salaire une base fixe que l'on pourrait appeler salaire de base et qui correspondrait au minimum de salaire pour le standart de vie à une époque donnée. Si, en effet, le salaire ne dépendait que des profits, le capital se verrait enlever une de ses fonctions, à savoir le risque.

Les mineurs se rendent parfaitement compte que dans ce genre d'industrie, les salaires forment la majeure par-

tie du coût de la production. Les propriétaires, pour lutter contre la concurrence, auront tendance, d'une façon ou d'une autre, à abaisser le salaire normal au niveau du salaire minimum ; la politique ouvrière sera d'essayer de faire augmenter le salaire minimum pour l'amener au salaire normal. Il est à craindre que dans ce conflit d'intérêt sombre la participation ouvrière aux profits.

L'évolution des tendances syndicales ouvrières de tous les pays et plus particulièrement de celles d'Angleterre tendent à la fixation nationale des salaires.

Jusqu'en 1917, en principe, les salaires étaient fixés localement ; par les accords de 1921 et 1924 ils étaient déterminés par district ; l'étendue de ces districts est très variable ; l'un par exemple, le " Federated area " englobe l'Eastern division, le Lancashire, Cheshire, North Wales et Staffordshire, soit la moitié des ouvriers mineurs de la Grande-Bretagne.

Devant la Commission Samuel, les dirigeants des mineurs demandèrent la fixation nationale des salaires, et les propriétaires le retour à la fixation des salaires par puits.

La question n'a reçu pour l'instant aucune solution. Il nous semble impossible d'arriver à un accord sous un régime capitaliste, pour une fixation nationale des salaires. De plus, rien ne prouve que les décisions du Comité chargé de fixer nationalement les salaires, seraient respectées.

En 1926, les salaires minima seuls étaient payés.

2) *Etude des salaires en fonction du pouvoir d'achat de la monnaie*

D'après le mémorandum de la Fédération de Mineurs, en 1925 les salaires étaient d'environ 53 % supérieurs à ceux d'avant-guerre, et le coût de la vie depuis cette époque avait augmenté de 75 %. Cependant, si l'on considère les salaires par poste au lieu des salaires dans l'ensemble, on voit qu'ils sont supérieurs de 63 % à ceux d'avant-guerre. Les chiffres pris pour base de comparaison sont ceux de juin et juillet 1914 ; si l'on prend une base de comparaison plus large, par exemple toute l'année 1914 les chiffres diffèrent peu ; on obtient 64 % pour les salaires et 75 % pour l'augmentation du coût de la vie. Par contre, si l'on prend comme base la période quinquennale 1909-1913 on obtient comme chiffres 78 0/0 et 76 0/0.

On peut en conclure d'une façon générale que les salaires ont varié proportionnellement avec le coût de la vie et qu'un léger rajustement donnerait au mineur un salaire ayant un pouvoir d'achat égal à celui qu'il recevait en 1914.

Les mineurs donnent comme exemple de l'injustice dont ils sont victimes les augmentations de salaires pour les ouvriers d'autres métiers. On ne peut raisonner sur de tels faits car il est reconnu que certains métiers avant-guerre recevaient des salaires indûment bas.

Des statistiques publiées, il apparaît que pour une semaine de 5 jours 1/2, les salaires des mineurs varient de 41/-6 à 52/-6, ce qui correspond sensiblement à la moyenne des salaires des autres industries.

Les salaires varient de district à district ; pour les piqueurs le salaire maximum est de 85 à 90 shillings dans le

South Yorkshire, en Northumberland il est de 77 sh., mais par contre, si le mineur est marié il est logé et chauffé. En tenant compte de ces avantages accordés le salaire des piqueurs varie entre £ 3.10.0 et £ 4.10.0. Par contre, en Lancashire pour une semaine de six jours, le piqueur ne gagne que 45/1 ; en Ecosse les salaires sont légèrement plus élevés.

Les mineurs se plaignent que l'industrie manière supporte une lourde charge par suite des frais de transport, d'entrepôt et des taxes locales, et qu'en conséquence ils en sont les victimes. Ils attribuent pour une large part, ces charges aux salaires des employés de chemins de fer. En examinant les statistiques qui ont été fournies par le Ministère du Travail anglais à la Commission Samuel, on voit que la moyenne des salaires payés à ces ouvriers est inférieure à 45/- c'est-à-dire au salaire le plus bas payé à l'ouvrier mineur.

Il serait intéressant de comparer le salaire minimum de l'ouvrier mineur au standart de vie (1). Malheureusement il est difficile de se faire une opinion sur le standart de vie ; de plus, le salaire minimum nécessaire à assurer le standart de vie est fonction du nombre des personnes vivant sur ce salaire.

En pratique, sur le Continent des allocations familiales sont presque partout accordées au mineur chargé de famille. Il serait désirable que cette pratique fût généralisée en Angleterre.

En résumé, les salaires des mineurs anglais ne semblent

(1) Voir à ce sujet les nombreuses études publiées par le Bureau International du Travail.

pas trop élevés ; par suite ce facteur ne semble pas devoir être retenu comme l'une des causes de la crise qui sévit dans l'industrie houillère(1).

Il semble surprenant que l'ouvrier anglais, se plaignant de son salaire, ne cherche pas à quitter cette industrie. Il est vrai qu'étant donné le nombre élevé des chômeurs en Angleterre, il est difficile pour un ouvrier non spécialisé de trouver un emploi. De plus l'ouvrier anglais est attaché à sa mine et il espère qu'un temps meilleur viendra adoucir ses maux.

Les mines en Angleterre sont toutes situées dans les parties pauvres du pays ; de ce fait le mineur ne peut occuper ses loisirs à cultiver un jardin et faire un peu d'élevage, ainsi que le font de nombreux mineurs français. Il pourrait de ce fait avoir quelques ressources qui viendraient augmenter son bien-être.

(B) HEURES DE TRAVAIL

1° *Etude objective de la question*

Examinons le deuxième élément des prix de revient, à savoir celui de la durée de travail. Nous envisagerons également la question du rendement de l'ouvrier et, autant que faire se pourra, nous établirons une comparaison avec les conditions de travail sur le Continent.

(1) Sir Hugh Bell, Bt, Président du Conseil d'administration de Horden Collieries Ltd à la réunion des actionnaires du 28 novembre 1929 prétendait que l'industrie minière avait payé en salaires depuis 1924, 13 millions de livres de plus qu'elle pouvait supporter. Financial Times, 29 novembre 1929. Cette opinion, à mon avis, ne signifie pas que les salaires sont trop élevés, mais simplement que l'industrie houillère est mal organisée.

La durée du travail effectué par les travailleurs du sous-sol a été réglementée par la loi en Angleterre depuis 1909; avant cette époque les heures de travail étaient réglées par mutuel accord entre travailleurs et propriétaires et étaient grandement diversifiées.

L'un des premiers buts atteints par la Fédération des Mineurs fut l'uniformisation des heures de travail par voie législative (1). Le comité qui s'était occupé de la question, avait pris comme base de discussion 8 heures « certaines » de travail dans la mine et c'est sous cette forme que le Coal Mines (Regulation) Act fut introduit au Parlement. Le projet de loi fut amendé et il fut ajouté aux 8 heures, le temps passé par le mineur pour se rendre à son poste. Ce temps est variable d'une mine à l'autre ; s'il est de 26 minutes en moyenne en Northumberland, il est de 41 minutes en Lancashire ; de plus il varie d'une mine à l'autre, et, dans l'ensemble, de quelques minutes à plus d'une heure. En prenant un chiffre moyen, soit une 1/2 heure, le mineur devait donc séjourner 8 heures 1/2 dans la mine.

En 1919, le Parlement substitua la loi de 7 heures à la loi de 8 heures, de sorte qu'en tenant compte du temps passé par le mineur pour se rendre à son travail, l'ouvrier restait 7 h. 1/2 dans la mine. La Commission qui avait été nommée pour étudier cette réforme, recommandait une deuxième réduction d'une heure à partir de juillet 1921, si les conditions économiques à la fin de l'année 1920 le permettaient.

(1) Coal Mines Régulation Act., voté en 1908 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1909.

D'après les prévisions de la Commission, la substitution de la loi de 7 heures à la loi de 8 heures réduirait l'extraction de 10 %, de sorte que le salaire des ouvriers à la tâche serait augmenté de telle façon qu'ils ne soient pas défavorisés par le nouveau régime.

D'après les statistiques les plus récentes, sous le régime de la loi de 7 heures, le mineur passe en moyenne 7 h. 28 dans la mine, mais son travail effectif n'est que de 5 h. 51 (1).

Les dépositions des propriétaires devant la Commission Samuel furent unanimes pour attribuer, pour une large part, les résultats déficitaires des exploitations au peu de travail effectif des mineurs. Ils proposèrent le retour à la loi de 8 heures ; une réduction de salaires à la tâche s'imposait en conséquence. Les propriétaires estimaient que le retour à la loi de 1919 réduirait le prix de l'extraction de 1/-6 en Northumberland et de 3/- en pays de Galles ; dans l'ensemble du pays, la réduction serait de 2/-2 environ.

« Le fossé existant entre le prix de production et les prix mondiaux ne peut être comblé que par un retour à la journée de travail plus longue », (2) telle était l'opinion de l'Association des Propriétaires de Mines, et celle-ci était soutenue par un grand nombre de témoins indépendants.

Le 15 juin 1926 le Gouvernement présidé par M. Baldwin déposait à la Chambre des Communes un projet de loi tendant à permettre aux patrons miniers et aux

(1) Rapport Samuel.

(2) Déposition des propriétaires devant la Commission Samuel (annexes).

mineurs d'augmenter provisoirement, s'ils le désirent, la journée de travail dans les mines ; pendant cinq années la durée de travail pourrait être portée à huit heures. Le projet fut voté le 1^{er} juillet et le 7 juillet le Coal-Mines Act 1926 recevait la sanction royale.

Les patrons offrirent immédiatement aux mineurs de reprendre le travail sous les conditions de la nouvelle loi, tout en maintenant les salaires antérieurs à la grève. De nombreux compromis se sont faits sur cette base.

Nous n'envisageons pas ici le côté social du problème mais seulement son aspect économique. Il est certain que le retour à la loi de 8 heures, du point de vue social était à regretter, mais la triste situation de l'industrie houillère n'est-elle pas elle-même à déplorer ?

Une industrie soumise à la concurrence ne peut vivre que si, sur la question des prix elle peut lutter à égalité avec les industries étrangères. S'il n'y a qu'un remède à adopter, même s'il préjudicie à une classe sociale, il doit être adopté et le retour à une plus longue durée de travail semble être une des solutions. Nous verrons cependant plus loin qu'il en existe d'autres (1).

(1) Ci-dessous nous trouverons résumées les heures de présence de l'ouvrier et les heures de travail effectif dans les différents pays.

	au fond		Travail	surface (par sem.)		
	Heures de présence		effectif	Travail effectif		
	1913	1925		1913	1925	
Grande Bretagne ..	8 h. 1/2	7 h. 1/2	5 h. 3/4	54 h.	46,1/2	(a)
Rhur	8 h. 1/2	8 h.	6 h. 1/2	64,8	60	(a)
France	8 h. 1/2	7 h. 1/2	6 h. 1/4	60	48	(a)
Belgique	9 h.	7 h. 1/2	6 h. 1/4	48	48	(a)
Hollande	8 h. 1/2	8 h.	6 h. 1/2	51	48	(a)
Tchéco-Slovaquie .	9 h. 1/2	8 h. 1/2	7 h.			
U. S. A.	8 à 10 h.	8 h.			60	(b)

a). — Non compris le temps de repos.
b). — Moins deux heures par jour environ.

a). — Non compris le temps de repos.

b). — Moins deux heures par jour environ.

Les propriétaires estimaient qu'avec le retour à la loi de huit heures, l'extraction totale devait augmenter de 30.000.000 de tonnes environ, toutes autres conditions restant égales ou, en maintenant l'extraction à son niveau actuel l'emploi de 130.000 mineurs pourrait être supprimé.

Reste à savoir si 30.000.000 tonnes de charbon pourraient être absorbées par les pays consommateurs.

Nous verrons dans un prochain chapitre la réponse à cette question, mais à priori on peut admettre que le prix de vente pourrait être abaissé, ce qui laisse espérer de plus larges débouchés.

Il est certain qu'on ne peut songer à congédier 130.000 mineurs qui viendraient grossir le nombre déjà trop élevé des chômeurs, volontaires ou non, qui vivent des deniers publics.

Les représentants des mineurs refusent d'une manière formelle une augmentation des heures de travail. Ils affirment que la loi de 7 heures est une conquête ouvrière qui ne peut être abandonnée, et prétendent qu'en face de cette augmentation, les pays continentaux producteurs de charbon seraient tentés de suivre l'exemple de l'Angleterre, ce qui détruirait tous les avantages attendus de la réforme ; le seul résultat obtenu serait une diminution du bien-être des masses ouvrières.

La Commission Samuel a bien vu la position de la question et placée entre l'alternative d'une augmentation de durée de la journée de travail et une diminution des salaires a opté pour la seconde. Elle craint que l'augmentation de la production ne puisse être écoulee et réfute tous les arguments d'une façon spécieuse en prétendant que des troubles sérieux succèderaient à cette réforme.

Non seulement, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, l'Angleterre est le pays où le mineur travaille le moins, mais c'est également le pays où la machinerie qui augmente la puissance de production est la moins développée. Si l'on compare l'effort qui a été fait par nos industriels du Nord pour s'adapter aux conditions modernes et l'état de l'industrie houillère anglaise, on comprend facilement que malgré des gisements moins riches ou plus difficiles à travailler, et tout en procurant à leurs ouvriers un standart de vie supérieur à celui du mineur anglais, l'industrie houillère française est prospère.

En 1913, 2.897 machines produisaient 24.400.000 tonnes de charbon, en 1924, 6.830 produisaient 49.900.000 tonnes, soit 1/6^e de la production totale

Ci-dessous nous reproduisons en « tableau » certains renseignements communiqués par Sir Lewis Coward K. L. one of his Majesty's Railway and Canal Commissioners à la Commission Samuel.

MINES ÉQUIPÉES ÉLECTRIQUEMENT
en chevaux vapeurs

ANNÉES	Nombre de mines au travail	Nombre de mines où il y a une installation électrique	Chevaux équipés au fond	Chevaux équipés à la surface	Total des chevaux équipés
1912	3.265	1.425	316.668	194.088	510.756
1913	3.289	1.471	371.422	256.676	628.098
1914	2.988	1.418	419.690	194.092	713.782
1915	2.871	1.385	468.628	336.103	804.731
1916	2.847	1.432	482.216	368.446	850.662
1917	2.814	1.436	521.896	391.744	913.640
1918	2.801	1.475	548.592	416.775	965.367
1919	2.843	1.492	587.321	441.606	1.028.927
1920	2.851	1.504	618.868	461.954	1.080.822
1921	3.045	1.570	644.905	503.198	1.148.103
1922	2.911	1.557	688.026	552.148	1.240.174
1924	2.855	1.630	810.896	671.036	1.481.932

En 1928, une nouvelle loi, présentée par l'opposition, socialistes et une partie des libéraux, demandait le retour pur et simple à la loi de 7 heures. En deuxième lecture, le 24 mars 1928, le Bill a été repoussé à une faible majorité (1). Pendant la discussion à la Chambre des Communes, M. Lloyd George a prétendu que le rétablissement de la journée de huit heures avait coûté £ 10.000.000 pour subvenir aux besoins des ouvriers sans travail et entre 10 et 20.000.000 de £ aux propriétaires par suite des réductions de prix.

Nous avons vu ci-dessus que la Commission Samuel redoutait une surproduction et toutes ses conséquences, par le retour à la loi de huit heures. Cependant citons textuellement un passage d'une lettre de Sir Herbert Samuel, président de la Commission. Une certaine contradiction semble avoir lieu entre les recommandations du rapport et le texte de cette lettre.

« En ce qui concerne la surproduction prévue, il n'y a pas lieu de la redouter actuellement, en raison des besoins industriels que l'Angleterre doit couvrir ; d'ailleurs il suffirait d'une demi-heure en plus pour être au même régime que la Ruhr, le plus important des concurrents de l'Angleterre » (2).

Toute la politique des heures de travail du mineur anglais se trouve admirablement résumée dans ce passage.

(1) La nouvelle loi sur les mines ci-après analysée en annexe modifie les heures de travail.

(2) Le Times, 6 décembre 1926.

2° Rendement de l'ouvrier anglais

Nous venons de voir que l'ouvrier mineur anglais travaille effectivement 5 h. 3/4 par jour. A cette cause de faible rendement s'en ajoute une autre : l'irrégularité dans le travail.

Cette irrégularité provient de deux causes :

1° L'ouvrier ne peut travailler parce que le puits est temporairement fermé.

2° Le puits étant ouvert, l'ouvrier ne se présente pas au travail.

On peut retrouver cinq causes différentes dans la première catégorie.

a) Manque de travail ou de wagons.

b) Arrêt par suite d'accidents de machines ou accident humain.

c) Grèves.

d) Congés.

e) Jours d'arrêt où l'ouvrier ne travaille pas par suite de coutumes locales.

La deuxième catégorie peut se diviser en deux :

a) Absence inévitable par suite de maladie ou d'accident.

b) Absence volontaire.

Le tableau suivant montre de quelle façon les jours d'absence au travail se répartissent en moyenne.

	Jours
Manque de travail ou de transport	19.31
Arrêts par suite d'accident	1.18
Grèves	1.57
Congés	11.29
Jours d'arrêt	12.41
Absences inévitables	45.76
Absences volontaires	22.73
	68,49 jours

Cette statistique ne tient pas compte de la fermeture définitive de certains puits pendant une période prolongée, ce qui se traduit par une diminution du nombre des ouvriers employés, ni des dimanches et jours de fêtes.

Nous ne retiendrons pour l'instant que les absences volontaires.

Le temps perdu par suite d'absence volontaire varie grandement suivant les régions. En 1924, en Cumberland il était de 39 jours, dans le district de l'Est de 27 jours et en Ecosse de 11 jours seulement. Le nombre des absences a décru parallèlement avec la diminution de la journée de travail ; il était de 10 % avant la loi de huit heures, s'élevait encore à 9 % du temps de la journée de huit heures, et n'était plus que de 8 % sous le régime de la loi de sept heures.

Il est curieux de constater que ce sont les piqueurs dont le travail est à la base de toute extraction, et qui sont les mieux payés, qui, volontairement, désertent la mine le plus souvent.

Certains proposent l'institution de vacances payées comme remède à l'absentéisme. Ce nouveau fardeau ne semble pas pouvoir être supporté par l'industrie minière dans la situation économique actuelle.

Non seulement le mineur déserte la mine pendant 68 jours par an, mais très souvent il pratique la grève perlée.

Il est assez difficile de se faire une opinion exacte sur les causes de la grève perlée ; les règlementations des Trade-Unions n'y sont certainement pas étrangères.

Il existe des règlements, coutumes ou pratiques des Trade-Unions dont l'effet est de restreindre la production, dans l'idée que moins un ouvrier fait de travail, plus il

en laisse à faire aux autres, qu'il n'y a qu'une somme de travail totale à faire, et qu'il faut la partager également entre tous.

Les chefs des Trade-Unions nient l'existence de ces règlements et de ces procédés de restrictions ; ceux qui exécutent les ordres des Trade-Unions n'avouent pas davantage, par esprit de discipline et par crainte des actes d'intimidation ou de violence auxquels ils s'exposeraient.

On peut, cependant, de cette restriction de production, trouver une confirmation dans tous les métiers : un briquetier anglais pose 500 briques par jour et un New-Yorkais 1.250 ; les mineurs produisaient en 1879-1886, 320 tonnes de charbon par homme et par an, aujourd'hui la production n'est plus que de 220 tonnes malgré les perfectionnements apportés.

3° *Les Trade-Unions en Angleterre*

Nous venons de parler des réglementations des Trade-Unions ; donnons un bref aperçu de l'évolution du Trade-Unionisme en Angleterre.

Un des points essentiels de la doctrine des Trade-Unions est de considérer le capital et le travail comme nécessairement ennemis et en état constant de guerre.

La vieille doctrine du trade-unionisme qui avait simplement pour but l'amélioration du sort de la classe ouvrière par l'évolution, a été remplacée par celles du « Labour College » qui prêche plutôt l'amélioration par la révolution. Cependant depuis 1927, une nouvelle doctri-

ne lancée par Sir Alfred Mond (1) prêche la collaboration étroite entre patrons et ouvriers et le règlement des conflits par l'arbitrage. Il a trouvé, pour répondre à ses efforts, Ben Turner, l'un des pionniers du syndicalisme, qui a fini par entraîner dans sa voie la majorité des syndicats. On peut espérer que grâce à cette collaboration entre ouvriers et patrons l'industrie anglaise connaîtra la paix industrielle dont elle a tant besoin.

Les Trade-Unions sont les descendants des anciennes guildes et des corps de métier. Considérés comme illégaux jusqu'en 1924, ils furent reconnus à cette époque. Pendant le reste du XIX^e siècle, les Trade-Unions regardés comme des organismes sociaux et industriels importants, jouèrent un rôle utile, en fournissant aux associations patronales le moyen de traiter avec elles, agissant comme représentants autorisés des ouvriers, capables de prendre en leur nom des engagements collectifs, et de les faire observer. Les ouvriers y gagnaient une uniformité de salaires et des garanties précieuses ; de leur côté les employeurs trouvaient dans les Trade-Unions des intermédiaires responsables entre les ouvriers et eux-mêmes. Enfin, pour le Gouvernement les Trade-Unions et leurs représentants étaient d'utiles auxiliaires quand il s'agissait de présenter au Parlement des mesures législatives intéressant les classes ouvrières et leur bien-être : entre les ministères compétents et le Conseil des Trade-Unions existaient des relations étroites.

Vers la fin du XIX^e siècle, et au commencement du XX^e, les Trade-Unions devinrent peu à peu des organisa-

(1) Depuis 1928 Lord Melchett.

tions politiques tout autant que des associations ouvrières; leur rôle politique s'est aujourd'hui développé à un tel point qu'il peut être considéré comme plus important que le rôle économique auquel ils prétendaient à l'origine.

Il en résulte qu'un conflit de travail prend aujourd'hui immédiatement un caractère politique.

Les différents partis politiques, pour se concilier les faveurs du collège électoral ont accordé aux Trade-Unions des avantages qui les mettent au-dessus du droit-commun.

Avant 1906, les Trade-Unions étaient responsables des dommages qu'ils pouvaient causer et du tort qu'ils faisaient à autrui. Après la décision de la Cour d'Appel dans l'affaire des employés du chemin de fer de Taff Wales (Pays de Galles) qui déclara qu'un Trade-Union étant une association légalement constituée était responsable du dommage qu'elle causait, les Trade-Unions obtinrent le vote de la loi de 1906. (Trade disputes Act) dont nous reproduisons ci-dessous les deux articles essentiels.

ART. 3. — Un acte commis par un individu, en raison d'un conflit ouvrier ne pourra faire l'objet de poursuites pour la seule raison que l'individu en incite un autre à violer un contrat de travail, ou à s'ingérer dans le commerce, les affaires, l'emploi d'une autre personne quelconque ou dans le droit de toute personne de disposer à son gré de son capital ou de son travail.

ART. 4. — Une plainte contre une Trade-Union d'employeurs ou d'ouvriers ou contre les membres ou fonctionnaires d'une Trade-Union déposée contre les membres de cette union au sujet d'actes délictueux prétendus com-

mis pour la Trade-Union ou en son nom, ne sera recevable devant aucun Tribunal.

Ces dispositions exorbitantes du droit commun avaient favorisé la grève générale de 1926.

Dès le 6 mai 1926 Sir John Simon, l'un des chefs du parti libéral et l'un des Avocats les plus en vue du barreau de Londres, dans un discours aux Communes vait prétendu que la grève générale n'était pas un conflit industriel et que par suite les dispositions de la loi de 1906 ne pouvaient couvrir les actes commis par les trade-unions. Il estimait que le préavis de grève n'ayant pas été donné par le Conseil Général des trade-unions, les ouvriers n'étaient pas tenus d'obéir aux injonctions qu'ils pouvaient recevoir du Conseil Général ; de plus tout ouvrier qui n'avait pas respecté les termes de son contrat pouvait être poursuivi et enfin toute personne ayant conseillé une suspension de travail était passible de dommages-intérêts.

Le 11 mai le Juge Astbury rendait son jugement fameux dans l'affaire National Sailors' and Firemen's Union. Le président de cette union avait intenté une instance judiciaire contre deux sections locales de l'Union de leur propre autorité, avaient enjoint leurs adhérents de cesser le travail.

Les attendus du jugement faisaient ressortir l'illégalité de la grève ; et en conséquence les grévistes ne pouvaient être protégés par la loi de 1906.

Les conséquences du Jugement étaient nombreuses.

En droit, non seulement les grévistes n'étaient plus protégés par la loi de 1906, ni par celle de 1875 qui édictait qu'une coalition industrielle ne pouvait être poursuivie ré-

pressivement comme conspiration toutes les fois que les actes accomplis par une personne en vue ou à la suite d'un conflit industriel ne seraient pas punissables comme crimes s'ils étaient accomplis par une personne agissant isolément. Par injonction le Juge Astbury interdisait aux organisations syndicales de disposer de leurs ressources financières pour subvenir aux besoins de la grève.

En fait le Jugement du 11 mai portait un coup mortel à la grève. Il coupait court à toutes les tendances révolutionnaires qui s'étaient fait jour depuis le début de la grève et brisait pour de nombreuses années tout mouvement révolutionnaire en Angleterre.

La loi de 1906 considérée comme dangereuse par les milieux conservateurs, devait être abrogée dès la fin de la grève. Le gouvernement présidé par M. Macdonald s'est engagé devant ses électeurs à redonner aux trade-unions les pouvoirs qu'ils détenaient de par la loi de 1906. Dans le discours du Trône (Octobre 1930) M. Macdonald s'est engagé à déposer un projet de loi à ce sujet. Pour l'instant ses intentions exactes ne sont pas connues (1), (2).

(1) La comparaison entre le droit français et le droit anglais sur les coalitions serait intéressante à faire. Nous n'en citons qu'un mot.

Le droit de coalition a été méconnu par la législation de la Révolution Française. Après la loi Le Chapelier de 1791, une deuxième loi du 22 germinal an XI reprit les dispositions de la loi Le Chapelier. Les coalitions patronales et ouvrières étaient légalement interdites, mais le régime des pénalités était plus sévère pour les ouvriers que pour les patrons; de plus, la coalition patronale devait être injuste et abusive tandis que les coalitions ouvrières étaient punies quelle qu'en soit la forme. Ces dispositions ont été insérées dans les articles 414 à 416 du Code Pénal, l'art. 416 punissant tout particulièrement les pratiques de damnation, c'est-à-dire le fait de la part des ouvriers de prononcer des amendes contre tout ouvrier acceptant du travail d'un patron mis à l'index.

En 1848, on pouvait attendre du Gouvernement Révolutionnaire l'abo-

C). — PROFITS

Les profits réalisés par l'industrie minière peuvent être mesurés de deux façons :

1° Ils peuvent être considérés comme étant la différence entre le prix de vente et les frais de production, ceux-ci pouvant être divisés en salaires et autres frais, les salai-

lition des art. 414 à 416 du Code Pénal. En fait, en 1848 subsiste le principe de liberté absolue du travail, mais on ne reconnaît pas le droit de coalition parce que le droit de réunion n'est pas accordé.

C'est en 1864 que le second Empire procède à une rédaction nouvelle des articles 414 et 415 du Code Pénal. Désormais, la coalition est permise à condition qu'il n'y ait pas eu recours à la violence et à la fraude. En 1864, on prévoit le cas d'actes délictueux qui seront sévèrement punis en cas de coalition; ce sont notamment les violences physiques, les voies de fait, les menaces, les manœuvres frauduleuses. Le but poursuivi doit être l'emploi de moyens illicites afin d'obtenir la cessation concertée du travail, la hausse ou la baisse des salaires, les pénalités prévues étant de 6 jours à 3 ans d'emprisonnement, une amende de 16 à 3.000 francs et, s'il y a eu plan concerté, il y aura surveillance de haute police pendant un laps de temps allant de 2 à 5 ans. Par contre, l'art. 416 du Code Pénal était supprimé.

Désormais nous sommes en présence d'une législation qui reconnaît aux ouvriers le droit de se concerter pour obtenir des conditions meilleures en ce qui concerne la durée du travail, les salaires et toutes questions se rattachant au sort matériel et moral des ouvriers. Cependant, si la coalition n'est plus un délit, elle reste un fait dommageable, par conséquent elle peut donner lieu à des poursuites au civil par application de l'art. 1382 du Code Civil.

En Angleterre, par les lois de 1875 et de 1903, les coalitions ouvrières sont permises et même certains punissables, soit au civil, soit au pénal, ne sont pas considérés comme pouvant donner lieu à des poursuites. La législation anglaise est donc en opposition complète avec le droit français.

(2) L'abrogation de la loi de 1906 a porté un coup terrible aux Trade-Unions. En 1924, le nombre des adhérents aux Trade-Unions était de 5.517.000; en 1929, ce nombre n'était plus que de 4.821.000.

Les contributions aux caisses électorales étaient respectivement en 1924, 1952, 1928 et 1929 de £ 146.000, £ 155.000, £ 100.000 et £ 107.000.

Les membres non affiliés aux Trade-Unions qui contribuaient aux caisses électorales étaient de 2.440.000 en 1926 et 1.668.000 en 1929. (Déclarations de Miss Bonfield, Ministre du Travail, à la Chambre des Communes, octobre 1930).

res étant la partie la plus importante du coût de production. Ces profits se comptent en un certain nombre de shillings et pence à la tonne.

2° Ils peuvent être calculés proportionnellement au capital investi dans la mine ; ce sont les profits distribuables. Ils peuvent être répartis soit sous forme de dividendes, soit d'actions de bonus. Enfin, ils peuvent être capitalisés sous forme de réserves.

Il nous semble que la deuxième méthode donnerait de très bons résultats de comparaison s'il était possible de déterminer d'une façon, même approximative, le capital investi dans chacune des entreprises, mais le bilan ne reflète qu'imparfaitement la valeur de l'actif d'une mine ; l'outillage a subi de trop forts amortissements ou au contraire reste évalué à son prix d'achat ; la valeur réalisable de l'actif est souvent impossible à évaluer. Quant à prendre la capitalisation boursière lorsqu'elle existe, ce serait prendre comme base de comparaison un terme trop fictif et variable.

En se basant sur la première méthode on a pu établir la statistique suivante :

Période	Tonnage disponible en millions de tonnes	Profits gagnés		Salaires par tonnes en shillings	Profits par tonnes ramenées en valeurs de la période 1909 - 1913	Salaires par tonne ramenés en valeur de la période 1909 - 1913
		Total en millions	Shillings par tonnes			
1889-1893	162	7,4	0,91	5,04	1,03	5,73
1894-1898	178	4,4	0,49	—	0,63	—
1899-1903	205	16,0	1,56	5,98	1,79	6,87
1904-1909	228	11,5	1,01	—	1,12	—
1909-1913	246	12,8	1,04	5,99	1,04	5,99
1914-1921	212	22,7	2,14	14,49	1,05	7,14
1922	227	11,0	0,97	12,15	0,60	7,45
1923	253	27,5	2,17	12,35	1,36	7,72
1924	244	14,3	1,17	13,24	0,68	7,65
1925	226	p. 2,1	p. 0,19	12,99	p. 0,11	7,51
1922-1925	237	12,7	1,07	12,69	0,64	7,60

En prenant des chiffres moyens, on peut estimer qu'avant guerre le profit normal était de 1/- par tonne et le salaire de l'ouvrier mineur était de 6/- à la tonne.

Pendant la période qui suivit la cessation des hostilités et du contrôle, les salaires ont doublé, 12/-6, et les profits ont augmenté de 50 % : 1/-6 la tonne. Ce sont des chiffres en valeur absolue.

En valeur réelle, ramenée à la période de 1909-1913, les salaires sont passés de 5,99 sh. à 7/- et les profits sont descendus de 1/- à 7 d. soit à environ 2,5 % du capital investi.

Pendant les quatre années 1921 à 1924, les profits ont été aussi bas que ceux de la période 1894-1898, l'une des plus dures qu'ait traversé l'Angleterre et qui, d'après l'opinion de tous les experts sont insuffisants pour permettre à l'industrie minière de vivre.

Les profits étant aussi faibles, la moindre augmentation des frais généraux mettrait l'industrie en perte.

Nous venons d'atteindre le premier terme de notre étude, examen des deux facteurs essentiels de la production salaires et heures de travail, et d'autre part examen des profits.

Envisagée du point de vue ouvrier, la question est de savoir si les propriétaires sont susceptibles d'augmenter les salaires et de diminuer la durée de la journée de travail. Nous avons vu que l'ouvrier anglais semble être aussi largement rémunéré qu'il l'était avant guerre, tout en effectuant une journée de travail moins longue. De plus, il

est privilégié par rapport aux ouvriers du Continent et d'Amérique quant à la durée du travail.

Les propriétaires produisent des statistiques montrant que l'industrie houillère donne des bénéfices insuffisants, et pour continuer de vivre doit comprimer les prix de revient (1).

La question semble sans issue.

(1) Sir Hugh Bell, Bt, prétend que dans certaines mines les prix de revient doivent être calculés à un penny près afin d'éviter des résultats déficitaires (adresse aux actionnaires de Horden collieries, 29 novembre 1929).

CHAPITRE III

EXAMEN D'UN CERTAIN NOMBRE DE FACTEURS QUI, DANS LE PASSE, ONT AFFECTE L'INDUSTRIE HOUILLERE

A). — EFFET DU RETOUR DE LA MONNAIE A L'ETALON-OR SUR LE COUR DE PRODUCTION

En premier lieu examinons la question monétaire.

A la fin de la guerre, le change anglais était déprécié d'environ 15 % ; en 1920, la dépréciation était de 30 % ; les mêmes problèmes que s'étaient posés Tooke et Ricardo au XVIII^e siècle, devaient encore agiter les économistes, les financiers et les industriels du XX^e siècle.

Ricardo avait estimé qu'une monnaie dont le cours était tombé au-dessous de 30 % du pair, ne devait pas être revalorisée. En 1920, les financiers de la Cité, contrairement à l'opinion de l'économiste du XVIII^e siècle, ont estimé que la Livre devait être ramenée au pair.

Pendant la guerre, quoique l'Angleterre n'ait jamais légalement substitué le cours forcé au cours légal, le change anglais avait fléchi par suite d'une inflation profonde qui avait porté la masse des moyens de paiement

mis entre les mains du public anglais à 2.286.000.000 de livres soit un accroissement de 168 % sur le chiffre de 1914. Afin de ne pas porter atteinte au crédit de la Banque d'Angleterre, et pour ne pas abroger l'acte de Peel, le Gouvernement anglais s'était substitué à la Banque d'Angleterre pour procéder à l'inflation ; les currency-notes émis par l'Etat étaient remis à la banque en contre-partie des crédits qu'elle accordait au Gouvernement ; celui-ci s'en servait pour payer par chèque les fournisseurs des armées. Avec l'inflation les prix intérieurs avaient augmenté et le change anglais s'était effondré.

Avant-Guerre Londres était le centre financier du monde ; la Cité retirait d'appréciables profits et un prestige monétaire de ses acceptations de traites ; de plus, tout chèque libellé en livres et payable à Londres était considéré comme une monnaie-or. Les commerçants de certains pays qui connaissaient avant guerre les fluctuations monétaires — quelques gouvernements les acceptaient d'un cœur léger — avaient pris l'habitude de libeller leurs marchés en Livres.

Dès 1918 les financiers ont estimé qu'il était nécessaire que Londres regagnât ce prestige, source lui-même de profits et qu'il fallait engager la lutte contre New-York, dont le marché réorganisé grâce au « Federal Reserve Board », pouvait concurrencer victorieusement la place de Londres.

Dès avant la fin de la guerre, une commission présidée par Sir Hugo Cunliffe, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, avait été constituée afin d'étudier la question monétaire. Le rapport élaboré par cette commission posait en

premier lieu que le but à atteindre était le retour de la Livre à la parité or.

Le rapport Cunliffe prévoyait une déflation progressive mais estimait que la circulation monétaire resterait supérieure à ce qu'elle était avant guerre.

Par une politique habilement dirigée, la Livre retrouvait la parité du dollar et par le Gold Standard Act, le 13 mai 1925 la convertibilité en or était effectivement réalisée.

Tous les économistes estiment qu'il y a une relation étroite entre l'augmentation des prix de revient industriels et le retour à la parité or. En particulier l'économiste Keynes estime que le prix d'une tonne de charbon anglais a augmenté de 1/-9 le jour où le gouvernement conservateur a décidé de ramener la livre au pair.

Jusqu'en 1926, les houillères donnèrent des bénéfices et surtout à l'époque de l'occupation de la Ruhr par la France, lorsque les exportations, revenu principal de l'industrie houillère, eurent augmenté dans une notable proportion. A partir de 1926, après la réforme monétaire, la plupart des mines produisirent à perte.

Le dumping de change avait cessé avec le retour à l'étalon or. Le prix du charbon anglais augmentant, les pays européens importateurs réduisirent leurs achats, d'où diminution des profits.

Les pays éloignés importateurs de charbon anglais choisirent de nouveaux fournisseurs plus voisins et la perte de certains marchés comme nous le verrons plus loin, est une conséquence directe de la revalorisation de la livre.

La hausse du prix du charbon ne devait pas seulement arrêter les exportations ; à l'intérieur même du pays, elle

devait se faire sentir. Le charbon est à la base de toutes les industries ; son prix influe sur le prix de revient des produits de l'industrie lourde. Avec l'augmentation des prix de revient et par suite, des prix de vente, les débouchés se resserrèrent, et la production dût ralentir. Les industriels ne pouvant diminuer les frais généraux stables, supprimèrent les frais de main-d'œuvre ; le pouvoir d'achat de la classe ouvrière diminuant, un ralentissement dans la vente du charbon domestique était inévitable.

Le rapport Cunliffe avait préconisé une déflation pour favoriser le retour à l'étalon or. Celle-ci eut certainement une répercussion sur l'activité industrielle car une déflation n'abaisse pas directement les prix de revient intérieurs, mais seulement le prix des marchandises importées. Les industriels estimèrent qu'une réduction de salaires devait suivre une revalorisation de la monnaie, d'après eux qui devait amener une baisse des prix ; cette baisse des salaires n'était pas justifiée étant donné que les prix intérieurs ne fléchissaient pas (1).

Bien entendu, les ouvriers opposèrent une résistance acharnée à toute baisse de salaire, ayant recours à la grève, arme de violence qui n'est pas la meilleure méthode de protestation contre l'injustice, mais qui est le symptôme auquel on reconnaît la faillite d'un système économique.

(1) Dans un article publié en juillet 1928 dans *l'Europe Nouvelle*, l'économiste anglais M. J. M. Keynes écrivait :

« Les frais de main d'œuvre en Grande-Bretagne, tels qu'ils ressortent des indices des salaires pour onze industries principales, sont exactement ce qu'elles étaient il y a trois ou quatre ans, tandis que les prix de gros ont baissé de 9 % par rapport à ce qu'ils étaient il y a trois ans, et de 13 % par rapport à 1924, et que le prix de la

B). — OCCUPATION DE LA RUHR ET PLAN DAWES

1° *Occupation de la Ruhr*

On se souvient que dans son article 428, le traité de Versailles prévoyait que si l'Allemagne refusait d'observer tout ou partie des obligations mises à sa charge, les zones d'occupation indiquées à l'article 429, pourraient être immédiatement occupées. En 1923, le Gouvernement français, par suite de la carence de l'Allemagne décida l'occupation de la Ruhr.

Les industriels allemands répondirent à l'occupation par la fermeture des mines et des usines et par un boycottage général.

L'exécution de cette clause du traité de Versailles eût

vie à baissé de 5 %. Cependant, de nombreuses industries britanniques ne possèdent pas une marge de bénéfices leur permettant d'employer des ouvriers aux mêmes salaires qu'auparavant, tout en vendant leurs produits de 5 à 10 % meilleur marché. Nous autres, en Grande-Bretagne, nous avons réalisé la déflation de nos prix de vente en relevant le cours du change de la livre sterling, et en exerçant un contrôle sur le volume des crédits. *Mais nous n'avons pas réalisé la déflation de nos prix de revient.* La Trésorerie et la Banque d'Angleterre ont commis l'erreur fondamentale de s'imaginer que si elles s'occupaient de la déflation des prix de vente, la déflation des prix de revient s'opérerait d'elle-même. Considérant ces deux éléments distincts comme revenant à peu près au même, elles n'hésitèrent pas à engager le pays dans la voie d'une déflation des prix de revient sans avoir aucune idée ni aucun plan quant à la manière de la réaliser. Et cependant la déflation des prix de revient est extraordinairement difficile à réaliser. »

M. Keynes ajoutait : « Il y a trois moyens d'aboutir à une baisse des prix de revient : la réduction des salaires, qui n'est pas possible, la rationalisation et une impulsion vigoureuse à l'économie nationale. Cette impulsion devrait, d'après lui, être donnée par une nouvelle politique de crédit.

une répercussion immédiate sur la situation houillère en Angleterre ; les statistiques accusent immédiatement une augmentation de l'extraction.

Années	Angleterre	Allemagne (1)	France (2)
1913	247.211	190.109	40.051
1922	249.584	130.068	42.381
1923	275.965	62.316	46.872
1924	267.061	118.769	58.043
1925	244.623	132.622	60.037

L'année même de l'occupation, la production de la Ruhr baisse de 130 à 62 millions de tonnes, tandis que la production anglaise s'accroît de 20 millions de tonnes environ.

Résumons en un tableau quelques renseignements qui permettront de mieux juger les résultats immédiats de l'occupation française de la Ruhr.

PRODUCTION EN TONNES				
Année	Exportation Anglaise	Profits par tonne extraite	Salaires payés en livres	Nombre d'ouvriers employés
1913 ..	98.300.000	plus 1-1.49	930.000.000	1.105.000
1920 ..	51.300.000	» 2-1.67	228.000.000	1.227.000
1921 —	43.700.000	» 2-1.97	279.000.000	1.131.000
1921 ..	43.700.000	» 2-1.97	270.000.000	1.131.000
1922 ..	37.600.000	» 2 ,77	173.000.000 (3)	1.148.000
1923 ..	87.500.000	» 0 ,88	146.000.000	1.203.000
1924 ..	102.000.000	» 1 ,99	164.000.000	1.214.000
1925 ..	81.800.000	» 1 ,07	171.000.000	1.156.000
1926 ..	60.200.000	» 0 ,17	156.000.000	1.041.000

(1) Dans ces statistiques depuis 1920 en Allemagne, la Sarre, le Palatinat et l'Alsace-Lorraine ne sont pas compris, depuis 1922 à l'exception de la haute Silésie.

(2) Depuis 1920 y compris la Sarre et l'Alsace-Lorraine.

(3) Y compris la subvention (appendice et index rapport Samuel).

Jusqu'en 1924, le chiffre de la production, le tonnage exporté, les profits, le nombre des ouvriers employés sont en augmentation sensible. Le même phénomène se retrouve dans les statistiques de l'industrie lourde anglaise.

Non seulement, il y eut un arrêt des exportations de combustible allemand, mais également un arrêt des exportations métallurgiques de la Ruhr ; de plus, du fait de la non-livraison du charbon et du coke stipulés par le traité de paix aux industriels belges et français, la concurrence de ces deux pays ne se faisait plus sentir (1).

Cette activité est la conséquence directe de l'occupation de la Ruhr.

Pendant ce temps, les exportations de charbon et de coke britanniques suivent une progression parallèle. La hausse du charbon, par suite de la demande élevée, se produit ; de janvier à mai 1923 la hausse sur les principales qualités atteint 10/- par tonne ; les bassins qui travaillent pour la consommation intérieure ont une moins grande prospérité ; le prix du coke passe de 26/- à 43/-, la fonte de 92 à 127/- ; les usines travaillent à plein rendement et refusent des commandes. Puis, d'un seul coup, la demande s'arrête au moment même où le niveau de la production d'avant-guerre était atteint.

(1) Voyons par exemple la statistique de la production de la fonte :

	Haut-Fourneaux à feu	Production
Janvier 1922	90	288.000
Décembre 1922	169	533.700
Janvier 1923	183	567.900
Février 1923	189	543.400
Mars 1923	202	633.600
Avril 1923	216	652.200
Mai 1923	223	714.200

On se trouve en présence d'une grève des acheteurs qui, en raison des cours par trop élevés, se réservent dans l'attente de la baisse.

« Le plus désolant, écrivent les journaux anglais, c'est que l'industrie était maîtresse des marchés ; la concurrence allemande n'existait plus. Les autres pays du Continent, plus encore en concurrence entre eux qu'avec la Grande-Bretagne, s'ils avaient le grand désir d'envahir le marché britannique, n'étaient susceptibles que d'y jeter des petits lots de demi-produits. »

Les achats de charbon britannique à des cours exceptionnellement hauts ont eu un effet déprimant sur les devises françaises et belges ; celles-ci se déprécient et l'on entend les industriels anglais se plaindre que les demi-produits belges et français viennent les concurrencer.

C'est la prospérité même de l'industrie charbonnière qui a tué l'essor de la métallurgie.

Pendant ce renouveau d'activité, les salaires suivent une progression ascendante ; lorsque la concurrence allemande se fera de nouveau sentir, les mineurs opposeront une résistance acharnée aux réductions de salaires proposées par les propriétaires.

Ces réductions de salaires exigées par les propriétaires, conséquence de l'occupation de la Ruhr, sont l'une des causes les plus directes non pas de la crise, mais de la grève.

M. Stanley Baldwin résumait admirablement cette question. « Lorsque la Ruhr se remit au travail, pour rattrapper le temps perdu, les ouvriers accrurent le nombre de leurs heures de travail ; la production mondiale augmenta et les prix mondiaux commencèrent à baisser. La

baisse fut même assez rapide, et devant cette diminution des exportations, des prix et des profits, les propriétaires commencèrent une campagne pour obtenir une diminution des salaires, justifiée suivant eux par la diminution des profits. Les salaires ayant augmenté lorsque l'industrie houillère était active, devaient baisser devant la crise. Bien entendu, les ouvriers opposèrent une résistance énergique (1).

Dès la cessation de l'occupation et lorsque la crise se fit sentir, ce fut un lieu commun, dans les discours des politiciens ou des hommes d'affaires britanniques, d'affirmer que les affaires reprenaient au moment même où les Français étaient entrés dans la Ruhr, et que, s'il n'y étaient pas entrés, la crise économique n'eut point été aussi grave, ni le chômage aussi profond.

Dire ce qui serait arrivé si les choses se fussent passées d'une autre manière est toujours assez risqué. L'hitoire qui se fonde sur de pareilles hypothèses n'est plus de l'histoire, mais du roman.

Une opération comme celle de la Ruhr devait évidemment influencer sur le courant des échanges. Cette action a d'abord consisté essentiellement dans une demande accrue du charbon britannique : 8.950.779 tonnes durant le seul mois de juin, au lieu de 5.391.996 pendant le mois de juin 1922, 75.395.000 de tonnes durant les neuf premiers mois de l'année, au lieu de 51.410.000 pendant les mêmes mois de 1922.

L'opposition du Home Office à la politique Franco-Belge de la Ruhr, au moment où celle-ci paraissait sur le

(1) Discours à la Chambre des Communes le 3 mai 1926.

point de porter ses fruits, a entraîné par deux fois une grave dépréciation des devises belge et française ; les produits du Continent à la faveur de cette dépréciation ont pu envahir le marché britannique.

La politique anglaise, après avoir refusé de s'associer à la nôtre, sous prétexte que celle-ci était vouée à l'insuccès, par suite s'est mise à la combattre activement au moment même où le succès était en vue.

Si, dans cette politique le change français a été victime, l'Angleterre aurait aujourd'hui mauvaise grâce à nous le reprocher et à soutenir que notre politique est la cause de sa crise économique.

2° Plan Dawes

Le plan Dawes, conçu à la suite de ce que Stressmann lui-même a nommé « la victoire économique franco-belge de la Ruhr » a-t-il eu des conséquences sur la question houillère ?

On se rappelle que deux comités d'experts avaient été nommés, le 30 novembre 1923, par la Commission des Réparations. Ces comités remirent le 9 avril 1924 les rapports qu'ils avaient élaborés ; approuvés le 11 avril par la Commission des Réparations, le 16 avril, le Gouvernement Allemand donnait son adhésion et, cinq jours plus tard, le Gouvernement Français la sienne. Le plan Dawes était établi.

Ce plan avait pour but de fixer la chartre des réparations dues par l'Allemagne, dont le montant avait pourtant été arrêté précédemment par l'état des paiements du 5 mai 1921, à 132 milliards de marks or. Le plan com-

prenait deux parties : la première déterminait les ressources au moyen desquelles les paiements devaient être faits ; la seconde instituait le mécanisme par lequel la Commission des Réparations pourrait tirer parti de ces ressources.

Dans la première partie, trois ordres de ressources étaient prévus :

1° Des sommes à provenir du budget ordinaire de l'Allemagne.

Le plan Dawes indique formellement qu'on peut compter sur un redressement financier du Reich par l'équilibre budgétaire « à la faveur de la confiance d'un règlement général ». Le budget est donc appelé à concourir aux paiements, mais à partir de 1926 seulement, et en tenant compte d'un « indice de prospérité ».

2° Des obligations d'une valeur de 11 milliards de marks-or, émises par une société internationale, à laquelle les chemins de fer allemands ont été remis. Ces obligations, dont la Commission des Réparations a pris possession, comportent un intérêt de 5 % et un amortissement de 1 %, tant qu'elles ne sont pas mobilisées. Elles devaient produire ainsi des sommes croissant de 330 millions marks-or (années 1924-25) à 660 millions (années 1927-28 et suivantes). Ces sommes se trouveraient naturellement réduites, en cas de mobilisation partielle des obligations.

Au revenu de ces obligations, s'ajoute le produit d'un impôt sur les transports.

3° Des obligations industrielles, d'une valeur de 5 milliards de marks-or, comportant le même intérêt et le mê-

me amortissement que les obligations des chemins de fer et pouvant également être mobilisées.

Enfin, pour la première année, le produit d'un emprunt extérieur s'ajoutait aux deux derniers ordres de ressources, le premier n'entrant pas en compte pour cette année-là.

Le total des prévisions pour une année normale (à partir de la cinquième), s'élevait ainsi à 2.500 millions de marks-or.

Dans sa seconde partie, le plan Dawes déterminait comment il serait tiré parti des ressources énumérées dans la première. Des paiements sont prévus en capital et en annuités. Ils doivent être faits sous le contrôle du Comité des Transferts, composé de 5 membres et présidé par l'Agent Général des Paiements. Toutes les sommes destinées à la caisse des réparations doivent être versées au compte de cet Agent Général, à la nouvelle banque d'émission. L'emploi et le retrait des fonds ne peuvent être faits que par l'Agent général, sous le contrôle du Comité.

Sur les sommes inscrites à ce compte, et de la façon ainsi fixée, doivent être payées les livraisons en nature, ainsi que les sommes dues aux fournisseurs allemands pour l'exécution du *Recovery Act* et prélevées sur les paiements en devises au compte des puissances alliées et associées.

Pour les livraisons en nature, le charbon figure en première ligne ; la France manque de 20 à 25 millions de tonnes ; on peut donc en recevoir de l'Allemagne qui en a en excédent. La même remarque s'applique au coke, pour lequel notre déficit est de 6 à 7 millions de tonnes. En

1926, la France reçut 975.000 tonnes par mois, de charbon, c'est-à-dire plus que le traité nous en attribue.

En 1926, c'est donc environ une douzaine de millions de tonnes de charbon qui ont été exportées d'Allemagne vers la France et de ce fait l'Angleterre éprouve de plus en plus de difficultés pour placer du charbon en France. En dehors des régions côtières, qui peuvent s'approvisionner par mer, les industriels français se passent de plus en plus du charbon anglais, malgré l'augmentation régulière de la demande.

La Ruhr et le plan Dawes ont donc eu, à notre avis, une influence directe et défavorable sur l'activité de l'industrie houillère anglaise. Après un renouveau d'activité du fait de l'occupation, la crise latente a repris. N'aurait-elle pas toujours continué si les Français n'avaient jamais occupé la Ruhr ?

C). — PERTE DES MARCHÉS D'EXPORTATION

1° *Pertes des marchés*

« La diminution du commerce d'exportation du charbon est due, pour une large part, à la supplantation du charbon anglais par d'autres charbons. » Cette constatation que faisait Sir Bēddoes Rees, à la deuxième Assemblée de la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce de mai 1926 résume la position de la question.

Examinons sommairement la situation de quelques pays

au point de vue houiller et efforçons-nous de la comparer à celle de 1913 (1).

En Angleterre l'extraction a diminué de 12 % ; le total du charbon exporté qui représentait en 1913 7,2 % de la consommation houillère d'autres pays, ne représente plus en 1925 que 2 %.

En Allemagne l'excédent des exportations sur les importations ne cesse de croître. De 1923 à 1925 il est passé de 24.058.389 T. à 28.096.000 T.

La Belgique, pays importateur et exportateur voit sa capacité d'exportation augmenter de 1 million de tonnes depuis 1913 grâce à l'aménagement des mines de la Campine.

La Hollande importait en 1913, 11.840.000 tonnes de charbon ; en 1925 ce chiffre n'est plus que de 1.391.000 tonnes.

L'Espagne produisait 4.016.000 tonnes en 1913 et 6 millions 102.000 tonnes en 1925. Elle importait 2.701.000 tonnes en 1913 et 1.350.000 tonnes en 1925.

La Pologne ne cesse d'accroître sa production.

L'Italie importe la même quantité de charbon en 1925 qu'en 1913 malgré les aménagements importants de chutes d'eau dont la mise en œuvre équivaut annuellement à 7.000.000 de tonnes de charbon.

(1) On estime que le commerce d'exportation mondial depuis la guerre a augmenté de 21 0/0 ; les exportations anglaises ont diminué pendant cette période de 16 0/0.

L'Amérique du Sud importait 7.000.000 de tonnes de charbon anglais en 1913 ; en 1925 ces importations étaient réduites de moitié.

Le Chili en consommant des huiles et essences a supprimé une importation de 550.000 tonnes de charbon.

L'Afrique du Sud nouveau pays producteur exporte 10 millions de tonnes de charbon vers la Mer Rouge, la Méditerranée et l'Égypte.

Les Etats-Unis cherchent à se classer parmi les pays exportateurs.

Enfin, *la France* produisait 34.168.000 T. en 1903, et à l'heure actuelle sa consommation a doublé.

De ces quelques chiffres, il apparaît que, quoique la consommation mondiale du charbon augmente légèrement chaque année, chaque pays cherche à s'affranchir de l'importation du charbon étranger, soit en augmentant sa production, soit en utilisant des succédanés tirés de son sol ou importés (1).

La capacité de consommation du charbon en Angleterre n'est pas susceptible d'un grand développement tout au moins pour l'instant ; les prix de revient très élevés ne permettent pas à l'industrie lourde anglaise, grande consommatrice de charbon, de concurrencer victorieusement ses voisins, les pays continentaux. Les dominions et les colonies autrefois acheteurs importants de l'Angleterre, peuvent se passer d'elle grâce à leur propre industrie ; de

(1) Voir Revue Internationale du Travail, vol. XIII, mai 1926, Mack Eastman.

plus, l'autonomie presque complète qui leur est accordée, leur permet de bâtir un tarif douanier, à leur profit, mais dont l'Angleterre est exclue en grande partie. Il semble donc que si l'extraction houillère augmentait, les débouchés ne pourraient pas être recherchés du côté de la consommation intérieure, mais seulement du côté de l'exportation.

Pour des raisons diverses que nous ne pouvons étudier ici, ces débouchés se ferment les uns après les autres. Les pays consommateurs préfèrent substituer au charbon anglais la houille vendue moins chère par ses concurrents ; le problème à résoudre n'est donc en définitif que celui de la réduction des prix de revient et par suite des prix de vente qui eux sont liés à des facteurs complexes.

Cette situation fut entrevue dès décembre 1919 par M. Loucheur lorsqu'il demandait à M. Lloyd George la réunion d'une Conférence Internationale du Charbon qui aurait eu pour but la diminution du prix de vente du charbon exporté en France. « Vous allez arriver au résultat suivant : comme nous ne pourrions plus produire en France à des prix suffisamment bas pour que la consommation nous suive, nous aurons une crise de production. Ce jour-là nous n'achèterons plus votre charbon, et c'est vous qui aurez une crise charbonnière. »

En 1925, Sir Herbert Hambley, Président du Comité des Banquiers de Londres, étudiait la question du chômage en se plaçant du point de vue de l'exportation : « C'est seulement lorsque nous produirons à un prix permettant au monde d'acheter notre charbon que nous pourrions es-

pérer une diminution de notre chômage. » Le problème de l'exportation est donc en définitive le corrolaire de celui de la production et des prix de revient.

Quelques statistiques nous montreront mieux que tout commentaire l'ampleur de cette diminution des exportations anglaises :

Années	Exportations (en 1000 tonnes) y compris les charbons de soute	Valeur de l'exploitation non compris le prix du charbon de soute	Valeur du charbon exporté exprimée en pour cent de la valeur totale des exportations
1925 ..	67.265	50.478.000	6,5
1913 ..	94.424	50.727.000	9,7
1920 ..	38.772	99.627.000	7,5
1921 ..	35.587	42.952.000	6,1
1922 ..	82.457	72.529.000	10,1
1923 ..	91.618	99.848.000	13,0
1924 ..	79.340	72.080.000	9,0
1926 ..	20.593	19.135.000	2,9

2° *Facilités accordées aux exportateurs pour reconquérir, à l'aide de l'assurance crédit, les marchés perdus*

On vient de voir que le commerce d'exportation était le plus rémunérateur et que la quantité du charbon exportée avait diminuée dans de larges proportions. Le Gouvernement s'est inquiété de cette diminution des exportations ; il a pensé qu'un service d'assurance à l'exportation, qui a été créé par la suite sur la recommandation d'un Comité d'Experts (1), faciliterait la reprise des exportations. Le but était de garantir aux exportateurs anglais, le paiement des ventes qu'ils feraient à l'étranger. Une caisse d'assurance Crédit était constituée à cet effet. Le Gouvernement désirait de plus montrer aux Compagnies d'Assurances qu'elles pratiquent cette espèce d'as-

(1) Hills Committee.

surance sur une trop faible échelle et qu'elles pouvaient facilement réaliser un chiffre d'affaires important. Il espérait qu'après un essai de trois ans l'expérience serait suffisamment concluante pour permettre aux Compagnies d'Assurances de se lancer dans cette voie.

Le pays devait retirer plusieurs avantages ; le commerce d'assurances fait en Angleterre pour compte étranger rapporte annuellement une moyenne de 30 millions de Livres ; l'adoption par les Compagnies privées de l'assurance-crédit augmenterait cette partie de l'actif commercial du pays.

L'intérêt immédiat était l'augmentation des exportations. D'une part, les difficultés se sont élevées après guerre par suite des fluctuations des changes dues à l'état chaotique des finances d'un grand nombre d'états ; d'autre part, les exportateurs, faute de crédits, ne pouvaient accorder eux-mêmes de longs crédits aux acheteurs étrangers.

Les caractéristiques du système étaient les suivantes : la caisse devait garantir le paiement à l'échéance de traites en Livres tirées sur des acheteurs d'outre-mer en couverture de marchandises fournies, produites ou manufacturées, en tout ou partie dans le R. U., y compris la houille. Les garanties seraient accordées après étude, tant pour les crédits à court terme que pour ceux à long terme. Elles comprendraient trois grandes classes :

1° Une assurance crédit sans recours sur l'exportateur bénéficiaire, et qui, dans ce cas, ne saurait dépasser les 3/4 des crédits consentis par lui à son client (1).

(1) Sauf des cas exceptionnels où des garanties spéciales sont offertes par l'exportateur.

2° Des ouvertures de crédit « Floating Contracts » de nature financière en faveur des exportateurs qui en feraient la demande, sous leur responsabilité intégrale, et comportant par conséquent un recours complet contre eux, mais qui pourraient s'élever à la totalité du crédit consenti au client.

3° Des facilités tenant l'intermédiaire entre les deux positions précédentes. Les garanties pourraient en conséquence être données avec ou sans recours contre le bénéficiaire, ou avec tel pourcentage de recours à débattre, et pour la totalité ou telle fraction à déterminer du crédit qu'il aurait consenti à son client. Dans le cas où aucun recours contre le bénéficiaire ne serait réservé, la garantie ne saurait dépasser 75 % du montant envisagé qu'autant que le bénéficiaire aurait accordé nantissement pour le surplus (1).

La caisse s'engageait à rembourser aux bénéficiaires, sur première demande, les montants garantis contre remise des effets protestés contre le client défaillant (2).

De grandes facilités étaient accordées ; une condition essentielle était que la transaction intervienne entre un vendeur anglais et un ou plusieurs exportateurs étrangers. Le nom des acheteurs ne devait pas nécessairement être soumis au département ; dans ce cas cependant, le solliciteur ne pouvait obtenir plus de six mois de crédit

(1) En général une banque intervient à ce contrat. La délégation des droits d'indemnité est faite à ladite banque.

(2) L'état renonce même en faveur du banquier à l'application de la déchéance résultant de l'irrégularité des traites garanties dès lors que le banquier, détenteur de bonne foi, ignorait cette irrégularité avant la prise de possession de l'effet.

et devait donner à la caisse les renseignements qu'il pouvait avoir sur le commerce d'exportation avec les pays envisagés.

La Russie était exclue du plan.

Les garanties étaient fournies pour une période déterminée et moyennant une prime fixée suivant une échelle tenant compte des risques en cours et des caractéristiques inhérentes à chaque affaire (1).

C'était une expérience purement commerciale qui devait donner une impulsion nouvelle au commerce d'exportation et tout particulièrement aux exportations houillères.

Dans les 20 mois, de juillet 1926 à février 1928, le total des assurances effectuées s'est élevé à 1.570.000 £, et les primes reçues à 28.000 £.

Le résultat s'est traduit par une perte de 16.600 £, sans tenir compte des intérêts des sommes engagées. Les pertes n'ont fait qu'augmenter pendant les années suivantes; il est impossible de prévoir le fonctionnement de cet organisme, sans le support du gouvernement ; un relèvement des primes de 100.000 £ environ permettait de ne plus avoir recours au budget pour l'existence de cet organisme.

Il est certain que des garanties données aux exportateurs faciliteront le commerce d'exportation, mais pas autant que l'avait prévu le Gouvernement anglais.

A notre avis la solution du problème de l'exportation du charbon anglais n'est pas dans les facilités accordées aux exportations, mais dans une diminution du coût de production.

(1) Sur la nature juridique de ces différends contrats voir « L'assurance de Crédits en droit comparé. Raymond Michel.

CHAPITRE IV

ETUDE D'UN CERTAIN NOMBRE DE FACTEURS QUI AFFECTENT LA PROSPERITE DE L'INDUSTRIE MINIERE ET QUI SONT SUSCEPTIBLES D'ETRE MODIFIES

A). — TRANSPORT DU CHARBON

La question du transport du charbon en Angleterre mériterait à elle seule par sa complexité une étude spéciale.

Les Compagnies de Chemins de Fer au début du développement de l'industrie minière n'étaient pas en mesure de fournir les wagons demandés ; de plus, et même à l'heure actuelle, elles n'y étaient pas obligées. Force était donc aux particuliers de subvenir à leurs besoins. Du fait de l'exploitation morcelée et du non équipement mécanique des mines, les propriétaires avaient avantage à utiliser des wagons de petite dimension.

Un grand nombre de propriétaires ne pouvaient faire construire ou même réparer les wagons qu'ils utilisaient ;

de puissantes sociétés de construction se sont donc formées dans ce but. Enfin, étant donné les capitaux importants qui devaient être investis par les Sociétés pour l'achat des wagons, des Sociétés à larges capitaux ont été constituées dans le but de fournir des wagons tant aux propriétaires qu'aux marchands et exportateurs qui ne pouvaient ou ne voulaient posséder leurs propres wagons.

La difficulté de résoudre d'une façon satisfaisante la question qui nous occupe provient de ce fait.

Depuis 1913 les frais de transport du charbon ont augmenté de 50 % ; de plus, une taxe de 2 d. par tonne a été imposée ; dans l'ensemble l'augmentation des tarifs est d'environ 54 0/0 par rapport à ceux d'avant-guerre.

En 1913, les compagnies de chemins de fer encaissaient pour le transport du charbon 22.672.036 £ ; en 1924, elles recevaient 27.773.394 £ ; soit une augmentation de 27 % (1).

Le prix de transport par tonne était de 2 shillings en 1913, et de 3/-7 en 1924, soit une augmentation de 80 % (2).

L'Association des Propriétaires prétend qu'avant-guerre le charbon était, beaucoup plus qu'il ne l'est aujourd'hui, utilisé sur place ou près de la mine.

L'augmentation des tarifs de chemins de fer provient de l'augmentation des salaires des employés et de la hausse du prix du matériel ; en 1913, les différentes compa-

(1) En 1928, d'après le Rapport Duckham, les Compagnies ont reçu 34.500.000 den. pour le transport des différents combustibles.

(2) D'après le rapport Duckham, en 1929, les frais de transport par tonne en moyenne sont de 2/-2, 1/-2 pour le charbon destiné à la consommation intérieure et de 4/-10 d. pour le charbon exporté. Les distances moyennes parcourues sont respectivement de 22 et 49 miles.

gnies de Chemins de Fer versaient 47 millions de livres de salaires à leurs employés, et en 1924 elles leur ont versé 120 millions de Livres, soit une augmentation de 153 0/0. Certains ont prétendu que l'augmentation du prix du charbon avait engendré l'augmentation des frais généraux des compagnies de chemins de fer ; cette affirmation semble inexacte car en 1913 les frais de combustibles représentaient 11,25 % des frais généraux des Compagnies de chemins de fer, tandis qu'en 1924, ils ne représentaient plus que 9,50 %.

Les causes de l'augmentation des tarifs des chemins de fer pour le transport du charbon semblent être les suivantes :

- a) Augmentation des salaires des employés de chemins de fer et diminution des heures de travail.
- b) Dimension des wagons utilisés.
- c) Propriété des wagons répartie entre les Compagnies de chemins de fer, les propriétaires et les exportateurs.
- d) Nombre de voyages limité qu'effectuent ces wagons.

Les wagons utilisés sont de types divers. On en compte environ 5 7; leur capacité varie de 8 à 20 tonnes ; certains experts proposent seulement deux types de wagons, 12 et 20 tonnes.

Les premiers essais de standardisation entrepris par les compagnies de chemins de fer remontent à 1887 ; en 1903, 1904, 1907, 1923, 1924, tant par les Compagnies de chemins de fer que par les propriétaires, de nouveaux essais furent entrepris, sans grand résultat pratique ; le but recherché était l'uniformité dans la forme et dans la capacité des wagons.

Les experts estiment que seuls les wagons de 20 tonnes devraient être utilisés, ce qui permettrait une réduction des frais de transport d'environ 10 %. Des difficultés nombreuses devront être surmontées ; un grand nombre de mines et de quais ne sont pas équipés pour recevoir des wagons de cette capacité.

Les propriétaires de wagons, entre autres objections qui ont une certaine valeur, font valoir la dépense qui serait occasionnée par l'unification du type de wagons utilisés ; ils chiffrent à 8.750.000 £ cette dépense, dont 650.000 £ devraient être supportées par les propriétaires.

Nous n'exposerons pas ici les arguments présentés pour ou contre l'adoption d'un type unique de wagons ; rappelons seulement que la commission Samuel recommandait son adoption (1).

Nous indiquerons brièvement les bénéfices qui pourraient être retirés de l'application d'une telle mesure.

Le capital investi pour l'achat des wagons nécessaires au transport du charbon sera moindre avec un seul type de wagons ; les frais d'entretien, y compris les frais de renouvellement, seront également moins élevés. Une économie pourra être également réalisée sur les frais de garage, la longueur d'un wagon de 20 tonnes ne dépassant que de 30 % celle d'un wagon de 12 tonnes ; enfin, la tare transportée en pure perte sera également diminuée avec le type unique de 20 tonnes. Les experts estiment qu'il est possible de chiffrer à 10 % l'économie des frais de transport.

(1) Le rapport Duckham qui a été publié en 1930 se rallie aux recommandations du rapport Samuel. On trouvera dans ce document l'exposé complet de cette question.

Un « pool » des wagons a été suggéré par quelques experts ; par pool, ils entendent un arrangement aux termes duquel il y aurait une interchangeabilité des wagons entre les adhérents d'une telle entente. Ils recommandent que les pools, au début comprennent au minimum 3.000 wagons et ils demandent qu'à une époque fixée tous les wagons fassent partie d'un pool unique. A notre avis, de telles ententes sont difficilement réalisables.

Malgré les objections qui peuvent être apportées à l'adoption d'un type unique de wagon, il est certain que des avantages appréciables pourraient en être retirés.

Le devoir du législateur est d'adopter les conclusions des experts et d'imposer sa volonté aux propriétaires, dans leur propre intérêt.

B). — REDEVANCES ET DROITS DE PASSAGE

1° *Exposé de la question des redevances (royalties)*

Les redevances versées au propriétaire du terrain et connues sous le nom anglais de « royalties », aux dires des représentants des mineurs, seraient la cause principale de la crise minière.

L'origine de ces redevances n'a jamais été clairement expliquée.

Même en remontant aux époques les plus reculées, il est impossible de découvrir si le minerai en Angleterre et au pays de Galles était la propriété de la couronne, ou découlait du droit commun, ou était une conséquence du

droit féodal, ou enfin une combinaison de ces différents droits. Cependant, on arrive à constater que les droits de la couronne et ceux du public s'effacent devant ceux du particulier.

En 1568, les droits respectifs de la couronne et des propriétaires furent définis par une décision judiciaire ; la décision *Queen Northumberland* appelée « *Great Case of Mines* », en l'absence de toute loi la modifiant, devint, à partir du règne d'Elizabeth, la charte de la propriété minière ; de cette décision il résultait que les mines étaient divisées en deux catégories : les mines royales, c'est-à-dire les mines d'or et d'argent, appartenaient à la couronne ; les autres renfermant des minerais inférieurs, étaient reconnues comme appartenant au propriétaire des terres. (1).

Cette jurisprudence bien établie ayant consacré les droits de chacun, il est certain que si les mines venaient à être reprises des mains de leur propriétaire, une compensation devrait leur être versée.

Un examen superficiel du problème fait trop souvent assimiler ces redevances au loyer versé pour l'usage d'un bien.

La grande majorité des auteurs estime avec raison que la redevance versée pour l'usage d'une chose consomptible n'est en réalité que le prix d'achat de la matière, tan-

(1) Rappelons que la loi du 21 avril 1810 a institué en France le régime des mines. Les gisements miniers sont des *res nullius*. Le droit du propriétaire de la surface s'efface devant celui de l'Etat qui, dans l'intérêt général accorde la faculté d'exploiter le sous-sol à des tiers. Des redevances au profit de l'Etat sont prévues.

La loi du 9 septembre 1919 a renforcé les droit que l'Etat détenait

dis que le loyer est payé pour l'usage des choses non consommables (1).

De nos jours, voyons les opinions émises au sujet de ces redevances.

Le rapport Sankey publié le 20 juin 1919 s'exprimait de la façon suivante :

« Je recommande que le Parlement soit invité à légiférer immédiatement pour obtenir l'acquisition par l'Etat des redevances minières ; une juste et raisonnable indemnité devra être versée aux propriétaires. »

Le Juge Sankey justifiait sa recommandation par le fait que le charbon en Angleterre constitue l'actif principal de la Nation et que cet actif devrait être géré au mieux des intérêts de la communauté. La propriété de cet actif étant divisé entre plusieurs milliers de propriétaires, il est évident que quelques-uns font obstacle au développement rationnel de cet actif (2).

Il est certain que par suite du morcellement de la propriété, des blocs de charbon restent inexploités, et les dépenses d'exploitation sont plus élevées qu'elles ne le seraient sous un régime de centralisation ; de plus elle est rendue plus difficile du fait que la puissance d'une entreprise est limitée à l'étendue des terrains possédés. Le Juge Sankey faisait également remarquer que la loi n'obligeait pas les propriétaires à laisser un support de terrain suffi-

(1) Lord Cairns en 1873, dans la décision *Gowans V. Christie* faisait très justement remarquer qu'un bail accordé pour l'exploitation du minerai n'est en réalité qu'une vente d'une partie de celui-ci.

(2) Rapports Sankey. En 1925 il existait en Grande-Bretagne 1.417 entreprises houillères exploitant 2.587 puits. Sur ces 1.400 entreprises 10 produisent moins de 5.000 tonnes et 8 seulement plus de 2 millions de tonnes par an 98 0/0 de la production totale est fournie par 715 exploitations.

sant pour permettre aux constructions supérieures de résister et qu'en cas de dommages aucune indemnité n'était due aux victimes.

Le rapport signé par Arthur Balfour (1) et ses collègues s'exprimait dans les mêmes termes.

« Nous avons soigneusement considéré les dépositions faites devant la Commission, et nous estimons que la méthode la plus certaine d'arriver à un résultat dans l'intérêt national est l'acquisition par l'Etat de la propriété du

« Une condition sine qua non est que les propriétaires actuels reçoivent une juste et raisonnable indemnité. »
charbon.

Enfin, le rapport de Sir Arthur Duckham, qui fut pris comme base de discussion par le Parlement, concluait de la même façon et proposait que l'indemnité à verser corresponde à la valeur que les autorités fiscales donnaient aux mines lors de l'établissement des droits de mutation en cas de décès.

Le rapport signé par les six ouvriers était plus catégorique et proclamait que la nationalisation des mines s'imposait.

A la veille de la grève de 1926, le rapport signé par Sir Herbert Samuel ne faisait que reproduire les recommandations des rapports établis par les divers membres de la Commission présidée par le Juge Sankey :

« L'erreur qui fut autrefois commise en attribuant la propriété du charbon aux propriétaires doit être corrigée. Le minerai doit être racheté par l'Etat lorsqu'il a une valeur, par une déclaration de propriété dans le cas de minerai non exploité ou situé à une trop grande profondeur, et qui pour l'instant n'a aucune valeur ; une commis-

sion sera établie ; elle sera présidée par le Secrétaire des Mines ; elle s'occupera de l'acquisition et de l'administration des propriétés minières.

La Fédération des mineurs, lors de la déposition de son représentant, admettait que si l'Etat devenait propriétaire des mines, les redevances actuellement versées aux propriétaires seraient effectuées à l'Etat comme représentant de la Communauté.

Le rapport Samuel en termes rigoureux condamnait le système de la propriété privée et l'opinion générale paraît être que l'acquisition par l'Etat des richesses charbonnières s'impose.

Quelle sera la base de rachat pour que les intérêts particuliers ne soient pas lésés ?

Lorsque le charbon n'aura aucune valeur marchande, aucune indemnité ne sera accordée ; ce sera le cas du charbon non prospecté, ou lorsque les couches sont situées à plus de 4.000 pieds de profondeur et sont considérées, pour l'instant, comme inexploitable. La Commission Royale de 1905 estimait à 5.259.000.000 de tonnes la quantité de charbon existant au-dessous de cette profondeur.

Afin de sauvegarder les droits de la communauté, l'Etat ne devrait pas être obligé d'acquérir tout le charbon ; si certaines mines ne peuvent être exploitées économiquement, ce serait un très mauvais marché pour l'Etat que de les acheter. Le Ministère devrait avoir la facilité, pendant une période déterminée, de choisir les mines qu'il désire acquérir.

2° Conséquences financières du rachat

Recherchons les conséquences financières de cette opération.

D'après M. Howel Thomas, chef du bureau des évaluations des autorités fiscales, les redevances et droits de passage rapportent annuellement au Trésor environ 6 millions de livres ; capitalisée à 6 % la valeur des mines, basée sur ce chiffre, serait donc voisine de 100.000.000 de livres.

Le Chancelier de l'Echiquier ne bénéficierait plus de l'impôt sur les droits minéraux « Mineral Royalties Duty » qui rapporte 240.000 livres. Il perdrait également l'Income Tax et la Super Tax, sur la différence entre les 6 millions de livres reçues actuellement par les propriétaires et la somme inférieure que ces derniers recevraient en intérêts sur les bons du gouvernement qui leur seraient remis, ces derniers, mieux garantis donnant un revenu moins élevé. Le Chancelier devrait allouer aux autorités locales écossaises 230.000 £ versées actuellement par les propriétaires. Par contre, il n'aurait plus à supporter les frais de perception de ces diverses redevances.

En définitive, en évaluant l'achat de 100 millions de livres, les gains et les pertes se compenseraient et le budget n'en serait pas sensiblement affecté.

3° Conséquences économiques du rachat

La plus grande partie du charbon extrait provient de gisements exploités par des sociétés détenant les mines

à bail. Environ 60 % de l'extraction totale provient de gisements dont les baux expirent en 1950, et 17 % de gisements dont les baux expirent avant cette date.

Afin de ne pas préjudicier aux droits acquis, l'Etat devrait respecter ces baux et n'acquérir le charbon qu'à leur expiration ; tout minerai découvert entre temps serait immédiatement mis sous le contrôle de l'Etat.

La gestion de cet important domaine devait être assurée par des fonctionnaires spéciaux, nommés par le Secrétaire d'Etat aux Mines et qui seraient responsables devant lui.

Les redevances demandées aux exploitants seraient calculées de façon à maintenir, autant que possible, le prix du charbon assez bas.

Les fonctionnaires auraient tous pouvoirs pour imposer, lors de l'octroi des baux, les constructions de maisons et d'établissements de bain qui devraient être faites en faveur des ouvriers.

Il est certain que l'acquisition du charbon par l'Etat et une judicieuse répartition de cet actif national entre de puissantes sociétés privées, donnerait un nouvel essor à l'industrie minière.

Mais la charge qui pèse actuellement sur les exploitations de ce chef est-elle très lourde ?

Les redevances sont de plusieurs sortes. Elles sont constituées généralement par une rente fixe (ou rente certaine) dont le taux varie de une à deux livres par acre, et par des redevances versées sous différentes formes :

- 1° Soit une somme fixe par tonne de charbon extraite.
- 2° Soit une somme fixe par acre exploité,

3° Soit sous forme de redevance variant proportionnellement avec le prix de vente du charbon.

Enfin, aux royalties s'ajoutent les droits de passage (wayleaves) qui sont des redevances que l'exploitant doit acquitter pour acquérir les servitudes de passage lui permettant de transporter le charbon extrait. En général, ces redevances sont calculées sur la quantité de charbon extraite.

En 1913, les redevances versées aux propriétaires étaient de 0,46 shilling par tonne, en 1922 de 0,66 et la moyenne des années 1923 à 1925 de 0,51. Pendant cette même période la moyenne du coût de production d'une tonne de charbon était de 17,19 shillings.

Les redevances représentent donc environ 2,96 % du prix de revient, soit une partie infime.

Comme, d'autre part, si l'Etat acquérait la propriété du charbon, ces redevances lui seraient versées au lieu de l'être aux propriétaires actuels, il ne semble pas que l'on puisse attendre de l'acquisition du charbon par l'Etat une diminution sensible du coût de production, mais on peut espérer que la concentration des industries qui pourrait en découler permettrait d'améliorer les prix de revient et favoriserait de ce chef l'essor de l'industrie houillère.

4° Concentration des entreprises

a) Etude comparative de l'extraction du mineur

La quantité moyenne de charbon extraite par personne employée dans la mine (1) a toujours été en diminuant dans les 50 dernières années.

Un mineur extrayait annuellement :

En 1879-1883	319 tonnes
En 1889-1893	282 tonnes
En 1909-1913	257 tonnes
En 1924	220 tonnes
En 1925	217 tonnes

Ces quelques chiffres semblent indiquer que la production du mineur est volontairement restreinte ; il est, en effet, impossible de soutenir que son habileté a diminué surtout avec l'introduction d'un outillage de plus en plus perfectionné (2).

Les statistiques ne font pas de distinction entre le mineur — véritable producteur — et les ouvriers travaillant à la surface ; la tendance dans les 20 dernières années a été de réduire le nombre des ouvriers travaillant au fond de la mine et d'augmenter ceux qui sont à la surface.

En 1905, on comptait 58 mineurs travaillant au fond et 42 à la surface.

(1) Y compris les personnes travaillant à la surface.

(2) Nous ne dirons plus loin qu'un mot de la production du mineur en fonction de l'état de la mine, et nous n'entrerons pas dans les questions de direction qui sortent des cadres de notre étude.

En 1924 on comptait 51 mineurs travaillant au fond, et 49 à la surface.

On estime que depuis 1905, pour 100 mineurs travaillant au fond du puits, le nombre des ouvriers travaillant à la surface a augmenté de 31 unités. En 1905, on comptait pour 100 mineurs 114 ouvriers tant dans le puits qu'à la surface ; en 1924, on estimait que les chiffres étaient respectivement 100 mineurs et 145 ouvriers.

L'extraction annuelle par mineur du charbon livrable est passée de 278 tonnes en 1905 à 220 tonnes en 1924, soit une diminution de 21 %. En calculant le pourcentage de diminution par rapport aux personnes travaillant au fond de la mine, on trouve un chiffre voisin de 20 % ; si le calcul est effectué en tenant compte seulement du nombre de mineurs effectivement engagés à l'extraction (piqueur), le chiffre n'est plus que de 10 %.

Les statisticiens sont d'accord pour estimer qu'en 1925 le mineur a été moins assidu à son travail qu'en 1924 ; le pourcentage véritable de diminution serait donc — toutes choses égales — d'environ 15 %.

On doit remarquer qu'entre 1905 et 1924, les heures de travail ont été réduites ; le pourcentage de diminution de la production par rapport au temps de travail est d'environ 18 %, soit un peu plus que la diminution réelle. On peut donc en conclure que le mineur chargé de l'extraction (piqueur) n'a pas volontairement réduit sa production.

L'emploi des machines date du début du siècle. En 1901,

1 ½ % de l'extraction totale était effectuée à l'aide de machines ; en 1924, la proportion était de 19 % (1).

L'ouvrier anglais, en principe, a toujours été opposé à l'introduction de machines ; cependant lorsque le chef d'entreprise en a sérieusement désiré l'emploi, les mineurs ont accepté. De 1918 à 1924 on estime que £ 44.500.000 ont été investies dans l'achat d'un outillage moderne.

b) Difficulté croissante de la production

Le charbon est exploité en Angleterre depuis plusieurs siècles, et les couches les plus faciles sont épuisées. En 1913, 55 % du charbon provenait de couches de 4 pieds d'épaisseur ; en 1924 cette proportion n'était plus que de 51 %. En 1913, 81 % du charbon était extrait de couches situées à moins de 500 yards de profondeur ; en 1924 ce chiffre était de 77 % (2).

Cette augmentation de la difficulté d'exploitation peut servir à expliquer l'augmentation du nombre d'ouvriers constatée plus haut. En dehors des clauses relatives à la sécurité des ouvriers, qui ont été introduites par le Coal Mines Act 1911, de la réduction des heures de travail, de la pratique de livrer du charbon noir, lavé et débarassé, autant que possible, de toutes les impuretés, des conséquences de la guerre et du contrôle qui ont amené une augmentation sensible du nombre d'ouvriers improductifs, on peut considérer que l'augmentation du nombre

(1) En Amérique les chiffres sont respectivement de 25 0/0 et 70 0/0. Si l'on tient compte de la difficulté d'extraction plus grande en Angleterre qu'en Amérique, on conclut que les mines anglaises ne sont pas équipées d'une façon moderne.

(2) Rapport Samuel.

des ouvriers provient pour partie de la difficulté croissante de l'extraction.

c) Production des entreprises d'après leur importance

Laissons de côté les questions de production propres au mineur et recherchons si de l'état actuel des exploitations on peut déduire qu'une concentration des entreprises serait profitable.

La différence entre l'extraction moyenne par poste et par mineur d'une mine dont la production annuelle est inférieure à 200.000 tonnes et d'une mine dont la production est de 1.000.000 de tonnes est de 3 cwt (1) ; ces chiffres montrent d'une façon évidente qu'une augmentation de la production peut résulter d'une concentration.

Ci-dessous, nous avons classé les différentes exploitations minières par ordre d'importance ; ce tableau montre très clairement que le coût de production, et par suite les

(1) Ci-dessous on trouvera un tableau indiquant l'âge des entreprises minières en Angleterre.

Au-dessous de 10 ans	179	133
10 à 20 —	206	604
20 à 30 —	196	693
30 à 40 —	184	784
40 à 50 —	131	671
50 à 60 —	286	819
60 à 70 —	184	649
70 à 80 —	89	659
8 à 90 —	67	813
90 à 100 —	28	846
100 à 110 —	26	1.090
110 à 120 —	11	291
120 et au-dessus	20	869
Total	1.607	657

profits sont directement proportionnels à l'importance des exploitations.

EXTRACTION	Nombre		Coût par somme		Profits	
	d'entreprises		disponible		ou	
			commercialement		Pertes	
Janvier-Juin 1925	1923-1925	1923	1925	1923	1925	
au dessous de 2.500 T.	12 10	49.70	32.01	24.93	8.50	
de 2.500 à 100.000 T.	307 307	18.96	20.23	0.97	1.21	
100.000 à 200.000 T.	141 126	18.02	19.21	1.42	0.78	
200.000 à 300.000 T.	78 72	17.71	18.04	1.72	0.14	
300.000 à 400.000 T.	34 28	16.77	17.82	2.43	0.24	
400.000 à 500.000 T.	28 20	17.23	17.65	2.87	0.13	
500.000 à 1.000.000 T.	44 42	17.50	17.49	2.55	0.28	
au-dessus de 1 million	9 8	17.50	17.11	3.15	0.28	

Dans l'état actuel de la législation cette concentration de l'industrie houillère est difficile. Un rachat par l'Etat du charbon et une distribution judicieuse de ces propriétés a de puissantes sociétés augmenterait certainement le rendement industriel (1) (2). Ce serait le plus important résultat du transfert de la propriété privée à l'Etat des ressources en charbon du pays.

Cet effort de concentration horizontale ne pourrait-il pas être doublé d'une concentration verticale ? De nombreuses sociétés houillères françaises et allemandes ont tendance à ne plus considérer l'extraction et la vente du charbon comme le seul but de leur activité. Elles transforment le plus souvent sur place, le charbon en énergie électrique ou en gaz et utilisent ou préparent pour des buts les plus divers les sous-produits.

Cette utilisation plus moderne et plus rationnelle du charbon supprimerait, tout au moins en partie, le trans-

(1) Le projet de loi déposé par le Gouvernement de M. Macdonald, et voté par les Chambres prévoit une fusion des intérêts.

(2) Voir déclaration de M. Graham, note page.

port du charbon du lieu de production au lieu de consommation, supprimant de ce fait une partie importante du prix de revient.

Et, allant plus loin, n'est-il pas possible d'imaginer qu'un jour la transformation du charbon en énergie sera faite au fond même de la mine, pour supprimer tous déplacements inutiles d'une masse de charbon énorme. Il est peut-être prématuré de l'envisager ; elle n'est peut-être pas irréalisable.

c) Amélioration des conditions des mineurs

En vue d'améliorer les rapports entre les mineurs et le monde patronal, les rapports Sankey et Samuel, et tous les économistes qui se sont occupés de la question minière, ont estimé que le bien-être des ouvriers mineurs devait être amélioré dans toute la mesure du possible (1).

1° HABITATIONS OUVRIÈRES

Le problème le plus important et le plus urgent est certainement celui de l'habitation du mineur.

« Les habitations des ouvriers mineurs, comme presque toutes les questions qui se rattachent aux mines, montrent des divergences très grandes. Quelquefois les habitations sont très mauvaises ; beaucoup de vieux villages consistent de « cottages » pauvrement construits, trop petits et surhabités dans des conditions d'hygiène primitives et inadéquates ; l'aspect de ces villages est triste et lugubre. De puissantes sociétés minières ont construit des cités-jardins, bien tracées, bien construites et bien aménagées ;

entre les deux extrémités existe toute une gamme de constructions ; on trouve encore des vieilles maisons, survivance du temps où le niveau de la construction n'était pas aussi élevé que de nos jours « (1).

La durée d'existence d'une mine est comptée. Ce fait influe beaucoup sur l'entretien des maisons de mineurs.

Afin d'éviter de longs trajets aux ouvriers, les maisons sont en général construites sur les lieux mêmes de l'exploitation du charbon ; lorsque la mine est épuisée, la population ouvrière quitte le pays à la recherche d'une mine plus jeune et les maisons sont délaissées.

De ce fait les maisons sont généralement construites avec des matériaux peu solides ; lorsque la fin de l'extraction est en vue, aucune réparation n'est apportée aux habitations.

En Ecosse, où la moyenne des concessions n'est que de 31 ans, les propriétaires n'estiment pas nécessaire de construire des habitations pour leurs ouvriers, ce qui explique, pour une grande part, l'état minable des logements des ouvriers-mineurs écossais. Beaucoup de maisons condamnées comme insalubres restent cependant occupées faute d'habitations disponibles.

Lorsque les propriétaires estiment que l'exploitation sera longue ils n'hésitent pas à investir de larges sommes dans la construction d'immeubles ; c'est le cas du Yorkshire du Sud.

(1) Le Rapport Samuel s'exprime ainsi :

La génération actuelle des mineurs est plus instruite et plus studieuse que celles qui l'ont précédé. Les griefs que les mineurs forment aujourd'hui, bien que beaucoup moins fondés que ceux dont ils avaient à se plaindre autrefois, et qu'ils supportaient avec plus de patience, n'en sont pas moins sérieux, à cause du plus haut niveau de vie qui prévaut à l'heure actuelle ».

Dans certains districts d'Angleterre et du Pays de Galles où la population minière est d'environ 20 % de la population totale, une enquête effectuée en 1919 a montré que si la surpopulation des maisons voulait être évitée, 186.000 nouvelles maisons devraient être construites. Depuis la guerre 59.000 ont été bâties : 36.000 par les autorités locales, 18.000 par des entreprises privées aidées par l'Etat, et 5.000 par des entreprises minières (1).

En Ecosse, on estime qu'il manque plus de 17.000 maisons.

Autrefois en Ecosse par exemple le mineur vivait dans un état de servage légal ; il était transmis ainsi que sa famille avec la propriété de la mine Affranchis par Georges III ils continuaient à se louer à l'année s'engageant à travailler sans grève, coalition ni absence. Aucune inspection n'existait avant les lois de 1850 et 1862. Au milieu du 19^e siècle des enfants de six ou sept ans étaient occupés à ouvrir et refermer les portes d'aérage des galeries sur le passage des galeries pendent douze heures de suite et les

(1) Pourcentage de la population minière qui occupe plus de deux personnes par pièce.

	1911	1921
Northumberland	30 0/0	30,8
Dutham	29,2	29,5
Cumterland	9,7	10,6
Lancashire	12,9	15,3
Yorkshire	10,1	11,5
Derbyshire	6,2	8,4
Staffordshire	9,5	11,7
Bristol	4,8	6,9
Carnason	5,1	4,1
Glamorgan	6,1	7,9
Monmouth	7,5	8,8
Denbigh	10,4	10,1

Déposition faite par M. John Baker de la Fédération des Mineurs, devant la Commission Samuel.

femmes étaient employées au fond des puits comme bêtes de trait. En 1842 la Commission présidée par Lord Ashley attira l'attention du public sur certains faits monstrueux. En 1845 Disraëli écrivait : « sur les pieds et les mains, une jeune fille anglaise, pendant douze, parfois seize heures, traîne à la hâte des baquets pleins de charbon le long des routes souterraines, obscures, abruptes et pleines de flaques, faits qui semblent avoir échappé à l'attention de la société pour l'abolition de l'esclavage nègre.

De réels efforts ont été faits dans les régions minières nouvellement exploitées.

Pour apporter un remède au chômage il a été recommandé que des transferts de travailleurs soient effectués des régions où le travail manque aux régions plus prospères. Ces transferts ne peuvent être effectués si les ouvriers ne trouvent pas de logement ; le Gouvernement ne semble pas s'être préoccupé de cette question qui est cependant une des plus importantes.

2° Bains de puits

L'installation de bains de puits et de salles de séchage des vêtements, a commencé depuis plusieurs années ; cette question a retenu l'attention du Gouvernement à plusieurs reprises.

Le Coal Mines Act 1911 prévoyait que si les 2/3 des ouvriers mineurs travaillant dans une mine, et engagés dans un travail malpropre, demandaient la construction de bains et de chambre de séchage, et acceptaient de contribuer pour moitié à l'entretien, les propriétaires devaient pourvoir la mine de ces commodités, sous réserve

que les frais d'entretien, y compris l'intérêt du capital engagé, ne dépasseraient pas 3 pence par semaine et par homme. Cette réserve a rendu, surtout depuis la guerre, la loi inapplicable.

En 1918, à la suite des rapports Sankey et au moment de la création du fonds de bien-être (1), il fut stipulé que l'intérêt de toutes sommes, provenant du fonds de bien-être, qui seraient avancées pour la construction de bains, ne serait pas pris en compte pour la détermination du coût d'entretien de 3 pence. Malgré cette réserve, les frais étaient presque toujours supérieur à ce montant.

Le Comité directeur du fonds de bien-être apportait tous ses efforts à ce mouvement, mais en 1924 cette politique fut suspendue. Le Gouvernement socialiste avait déposé un projet de loi obligeant chaque propriétaire à pourvoir dans un délai de trois ans, toutes les mines de bains de puits ; ce projet est devenu caduc par la dissolution du Parlement : Certaines sommes avaient été prévues pour ces dépenses et le Comité de Bien-être a estimé pouvoir supprimer ses allocations ; depuis lors de nouveaux subsides ont été fournis.

£ 116.000 ont été dépensées pour l'installation de 17 bains de puits et l'on considère que 20 % des mineurs ont des établissements bains à leur disposition (2).

Les commodités sont mieux aménagées à l'étranger.

En Allemagne, une loi a prévu l'installation d'établissements de bains ; l'usage en est obligatoire depuis de nombreuses années.

En Belgique, depuis 1913, l'établissement de bains est

(1) Voir paragraphe suivant.

(2) Ci-dessous nous reproduisons la statistique des bains de puits

obligatoire, mais leur usage ne l'est pas. En France les mêmes principes ont été fixés par diverses lois.

L'utilité de bains de puits n'est pas à discuter ; en dehors des questions d'hygiène, le mineur est heureux de ne plus se sentir déconsidéré en quittant la mine avec des vêtements malpropres pour rentrer chez lui. Le public n'aime pas être en contact avec le mineur qui sort de la mine, humide et malpropre ; les enfants des mineurs, dans les districts où il n'existe pas de salles de séchage vivent dans des appartements dans lesquels la vapeur provenant du séchage des habits mouillés, se répand plusieurs fois par jour.

Une somme de £ 4.000.000 serait suffisante pour aménager dans toutes les mines des bains de puits ; elle pourrait facilement être trouvée dans une période de dix ans. En augmentant les royalités de 5 % soit un farthing par tonne de charbon, le revenu annuel serait de £ 250.000, soit en dix ans : £ 2.500.000. Les mines les plus riches pourraient facilement contribuer à fournir le supplément.

en 1924. Rapport Samuel déposition de M. John Baker de la Fédération des mineurs.

	Nb de personnes employées	Nb de bains	Moyenne journalière des personnes se servant des bains
Northumberland	4.812	179	1.320
Lancashire	4.401	158	1.220
Yorkshire Sud	31.708	627	1.892
Yorkshire Ouest	209	1	20
Derbyshire	1.770	4	
Staffordshire Nord	25.031	4	
Kent	1.029	76	600
Galles du Sude	3.036	84	574
Fife	3.162	104	550
Lanarkshire	977	20	150

3° Santé des ouvriers — Sécurité dans le travail

Fonds de Bien-être. — Le fonds de bien-être fut créé par une loi de 1920, en vue d'apporter au mineur certain confort matériel, par des divertissements, des recherches en vue d'améliorer son existence et son éducation, etc.

Une taxe de 1 penny par tonne extraite produit annuellement £ 1.000.000 ; ce fonds créé pour une première période de 5 ans $\frac{1}{2}$ a été prorogé pour une nouvelle période de cinq ans.

Un Comité Central, nommé par le Secrétaire d'Etat aux Mines et composé de personnes ayant des intérêt dans cette industrie est chargé de la distribution des fonds.

Environ 67 % des sommes ont été distribuées pour apporter quelques plaisirs à la vie du mineur et 31 % pour l'établissement de bains de puits.

Santé et Sécurité. — Le rapport Samuel estimait que la charge annuelle pour assurer l'entretien des ouvriers accidentés ou malades, était voisine de £ 3.000.000, soit 3 pence par tonne de charbon extraite.

Ce fardeau peut être diminué. A notre avis le patronat anglais n'a pas encore compris, comme l'a fait le patronat américain, que l'ouvrier est l'actif le plus important et le plus rémunérateur de l'entreprise et qu'avant toute chose ce capital doit être épargné et soigné.

Les statistiques suivant qu'elles sont établies par les chefs d'entreprise ou par les ouvriers montrent que la vie

du mineur est moins ou plus exposée que celle des ouvriers des autres entreprises.

Les pouvoirs publics ne semblent pas s'être intéressés suffisamment à cette question ; leur devoir est d'obliger le patronat à adopter des mesures qui protégeront la vie de l'ouvrier.

CHAPITRE V

ETUDE DE DEUX DES PRINCIPAUX REMEDES PROPOSES

A) NATIONALISATION DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

Les circonstances économiques de la guerre et de l'après-guerre ont donné lieu à un certain nombre de projets qui s'inspirent d'un état d'esprit différent de celui du régime capitaliste, et visent au contraire à la destruction de l'ordre économique actuel pour le remplacer par des institutions nouvelles. Cette tendance s'est traduite notamment par le progrès de l'idée de la nationalisation des industries. Cette idée s'est manifestée notamment en ce qui concerne le domaine de l'industrie des mines et celui des Chemins de Fer. C'est pour l'industrie des mines que la nationalisation s'est posée sous la forme la plus aigüe, à tel point qu'on a pu croire à un moment donné

qu'elle allait recevoir une solution conforme aux vœux des mineurs.

La première proposition peut être trouvée dans le rapport signé par le Juge Sankey ; il aboutissait à des conclusions qui ne laissaient guère au patronat qu'une propriété apparente sans l'exercice de la gestion de l'entreprise ; tout ce qui concernait véritablement la mise en valeur de la mine, était confié à des conseils qui devaient être créés.

On trouve un deuxième projet dans la proposition de loi déposée le 21 juin 1920 par le parti travailliste à la Chambre des Communes.

1° Etude de la proposition de loi du 21 juin 1920

Ce projet comportait la création d'un Ministère des Mines et de tout un système de Comités de fosses, de Comités de districts, de Comités régionaux et d'un Comité National.

Chaque comité de fosse (Pit Committee) comprendrait des représentants du propriétaire et de la direction de la mine, ainsi que des délégués des ouvriers. Leurs fonctions devaient consister à discuter et à faire des propositions sur toutes questions concernant la sécurité, l'hygiène, le bien-être des ouvriers, le maintien et l'accroissement de la production, les conflits, y compris les conflits de salaires, et en général sur toutes questions concernant l'exploitation.

Chaque comité de district (District Committee) devait être composé de représentants des propriétaires et des directeurs des houillères situées dans le district, ainsi que

d'un nombre égal de représentants des ouvriers. Leurs fonctions devaient être sensiblement analogues à celles des comités de fosse.

Les comités régionaux dont les membres devaient être nommés par les Comités de district, auraient pour attributions, outre toutes questions dont ils pourraient être saisis par les Comités de districts et par le Comité National, d'établir de temps à autre en se basant sur des principes édictés par le Comité National, les salaires applicables aux ouvriers de la région, en tenant compte des bénéfices de l'industrie houillère dans cette région.

Quant au Comité National, il aurait à examiner les questions concernant l'industrie houillère dans son ensemble.

Le Ministère des Mines aurait le pouvoir de rendre exécutoire, avec ou sans modifications, toutes recommandations émanant des comités de district, régionaux ou du Comité National. Il pourrait également établir des règlements aux termes desquels un comité de district ou un comité régional exercerait les pouvoirs exercés précédemment par un Comité de Conciliation ou par un Joint District Board constitués selon le Coal Mines Act 1912 ;

En outre le Ministre des Mines devait s'adjoindre un Comité consultatif des Mines. Ce comité, qui serait convoqué au moins une fois par semaine, comprendrait un Président et 24 membres (1).

Enfin, le projet prévoyait le paiement, par les proprié-

(1) La composition de ce Conseil serait la suivante :

4 Propriétaires de houillères, 4 mineurs, 3 exploitants et 3 ouvriers d'autres industries, 1 ingénieur des mines, 2 directeurs de houillères, 1 exportateur de houille, 1 négociant en charbons, 1 personne versée dans une industrie ou un commerce autre que l'industrie ou le

taires de mines, pendant 5 ans, de 1 d. par tonne extraite, pour constituer un fonds destiné à l'amélioration des conditions sociales des ouvriers mineurs et à leur donner une instruction technique ; les fonds seraient administrés par un Comité de 5 personnes dont une représenterait l'Association des Propriétaires d'Angleterre et une autre la Fédération des Mineurs.

La proposition de loi fut repoussée par 328 voix contre 64, M. Lloyd George ayant déclaré aux Communes qu'il se refusait à faire avec l'auteur de la proposition un saut dans l'inconnu.

Une seconde proposition de loi pour la nationalisation des mines et minéraux de la Grande-Bretagne a été déposée en mars 1923 devant la Chambre des Communes par les membres du Labour Party.

2° Etude de la proposition de loi de mars 1923

Ce projet prévoyait la création d'un Conseil minier comprenant un président choisi parmi le Conseil Privé et qui exercerait les fonctions de Ministre des Mines, et vingt membres.

Après avoir précisé la capacité légale du Conseil Minier en tant que corporation, le projet de loi stipulait qu'à partir du premier jour de la seconde année après la promulgation de la loi, toutes les houillères et mines en exploitation ou abandonnées, avec toutes leurs annexes, tous

commerce houiller, 1 personne ayant l'expérience du mouvement coopératif, 3 personnes qualifiées en médecine. D'autres comités consultatifs pourraient également être créés pour des questions spéciales.

les minéraux (sauf certaines exceptions, les matériaux de construction principalement) et tous les droits miniers (royalties etc...) seraient transférés au Conseil Minier et détenus par celui-ci à perpétuité.

Toutefois le Conseil pourrait renoncer, pendant une période donnée, à se voir attribuer une partie quelconque de la propriété minière ainsi définie.

Aux fins de déterminer les indemnités dues, dix commissaires seraient nommés, dont trois désignés par la Fédération des Mineurs et trois par l'Association des Propriétaires des Mines. Leur président serait nommé par le Roi.

Si, dans un délai de douze mois après la promulgation de la loi, il ne se trouvait aucune majorité parmi les commissionnaires pour déterminer le prix d'achat d'une propriété minière, leur président aurait tous pouvoirs pour fixer lui-même la valeur de rachat.

Les prix maxima de cession seraient calculés sur la base de la moyenne annuelle d'extraction pendant les cinq années ayant précédé le 4 août 1914 ; lorsque cette moyenne serait moindre de 100.000 tonnes de houilles, le prix d'achat correspondrait au chiffre de cette moyenne multipliée par 12 mais lorsqu'elles dépasserait 100.000 tonnes, les multiplicateur serait seulement de 10.

Pour les mines n'ayant pas encore atteint leur plein développement, on ferait porter le calcul sur le tonnage qu'elles pourraient extraire lorsqu'elles seraient mises en exploitation.

Aucune indemnité ne serait payée pour la cession des droits miniers (royalties, etc...)

Les prix ainsi fixés seraient acquittés en obligations sur

le Trésor Britannique, rapportant un intérêt équivalent à l'intérêt payable au moment de la promulgation de la loi sur les Emprunts d'Etat du type le plus voisin.

D'autres articles du projet de loi conféraient au Conseil Minier un intérêt contrôlé sur toutes les branches de l'industrie minière, y compris la vente des charbons, et à cet effet le Conseil serait autorisé à établir des magasins et dépôts. Il rentrerait dans les attributions du Conseil Minier d'assurer l'existence, dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne, d'un approvisionnement suffisant de combustibles minéraux à des prix raisonnables.

Le 16 mai 1924 le projet était discuté devant le Parlement.

Le Secrétaire Parlementaire du département des Mines après avoir précisé que la loi était d'initiative privée et que le Gouvernement ne pouvait en accepter la responsabilité, a déclaré que quoique les électeurs ne s'étaient pas prononcés sur cette question, le Gouvernement en acceptait cependant le principe.

Après discussion la proposition fût repoussée.

La nationalisation de l'industrie est un mythe ; des projets semblables dont nous ne parlerons pas ont été déposés en France et en Allemagne. En Russie, pendant la paix, l'expérience a été tentée ; la faillite du communisme russe n'est plus à décrire. A notre avis la nationalisation n'est pas la panacée qui permettra à l'industrie minière anglaise de recouvrer sa suprématie d'avant-guerre.

B) ENTENTES INTERNATIONALES ET ASPECTS INTERNATIONAUX
DES PROBLEMES DU CHARBON

1° Position de l'Angleterre

La thèse développée par les propriétaires devant la Commission Samuel, tenait en majeure partie dans une augmentation des heures de travail. La commission, au contraire, estimait que le problème n'était pas seulement national, mais international, et provenait d'un excès d'offre sur la demande ; elle reconnaissait que la concurrence étrangère avait bien fait perdre quelques marchés aux exportateurs anglais, mais la raison principale du marasme de l'industrie charbonnière anglaise tenait à son avis pour une large part, dans un excès de l'offre sur la demande.

Les chiffres ci-dessous montrent en ce qui concerne l'Angleterre, que cette thèse, en partie, semble exacte.

1924	271.405	1.094.958	17.50	10 sh. 8 d.
1925	247.079	1.040.512	18.00	10 6
1927	255.264	960.826	20.60	10 1
1928	241.500	880.585	21.29	9.4
1929	192.566	889.002	21.79	9.2

Quoique l'extraction individuelle ait augmentée, et que les salaires aient été réduits de près de 15 %, la production n'est pas remontée au chiffre de 300.000.000 de tonnes, chiffre considéré par les propriétaires comme étant le chiffre normal de la production anglaise.

Les salaires des ouvriers de tous les pays producteurs de charbon ont été abaissés afin de maintenir la prospérité des houillères. Les propriétaires, au lieu de continuer la lutte sur le terrain de la concurrence ont estimé que le mal provenait d'une sous consommation et qu'il était pré-

féralable de coopérer plutôt que de constituer une lutte sans merci.

La Société des Nations, par l'intermédiaire de ses organismes économiques a essayé de préparer cette coopération ; le rapport du Comité Economique de la ligue publiée en avril 1929 contient des renseignements sur cette question.

Pendant la période allant de 1886 à 1913, la consommation du charbon a augmenté annuellement de 4 % ; l'exploitation des couches les plus faciles étant épuisée, les couches plus profondes étaient exploitées à profit.

Depuis la guerre le problème a changé. L'augmentation du prix du charbon a suivi celle des matières premières. Le consommateur a recherché d'autres sources de chaleur et d'énergie : pétrole et électricité ; il a cherché à utiliser plus économiquement le charbon qui lui était livré, de sorte qu'en 1928 la quantité de charbon utilisée n'était pas supérieure à celle de 1913, 1.350.000.000 de tonnes (1), quoique l'activité économique mondiale de 1928 soit de beaucoup supérieure à celle d'avant-guerre.

Les principaux facteurs de la sous-consommation du charbon sont les suivants :

1° Dépression commerciale et industrielle dans l'industrie du fer ; la production est inférieure à celle d'avant-guerre.

2° L'utilisation plus scientifique et économique des combustibles.

3° Développement d'autres générateurs de chaleur et

(1) Tonnes métriques.

d'énergie (lignite, principalement en Allemagne, pétrole, forces hydro-électriques).

4° Diminution de 30 0/0 environ de la consommation d'avant-guerre du charbon par les navires.

La demande générale restant sensiblement constante, les pays producteurs ont dû, pour écouler une partie de leur production, abaisser leur prix de vente, et priver les ouvriers mineurs d'une partie du bénéfice qu'ils pouvaient espérer retirer de la rationalisation apportée à l'industrie. Certains experts estiment que seul un accord international pourra rétablir la situation.

Les propositions du gouvernement britannique avaient un double but. En premier lieu, les comités de la Société des Nations devaient essayer d'établir un accord international sur la question des heures de travail ; d'autre part, ils devaient étudier la question des prix et de la consommation du charbon par rapport à la production.

Recherchons si de tels accords peuvent vraisemblablement être atteints.

2° Essai d'un accord sur les heures de travail

En 1926, les propriétaires attribuaient le faible rendement des mineurs au peu de temps qu'ils passaient à la mine. L'heure de travail supplémentaire ajoutée depuis lors a porté de 18 cwt. à 21,79 cwt. la production moyenne par poste. A première vue, ce résultat est en complet accord avec la thèse du monde patronal. Cependant, dans la Ruhr où il n'y eût pas d'augmentation d'heures de tra-

vail, la production est passée de 18 ½ cwt. en 1925, à 24 ½ en 1929 ; ce résultat provient d'une rationalisation de l'industrie, c'est-à-dire de méthodes meilleures adoptées, d'un meilleur équipement de mines, et d'une meilleure direction apportée à leur exploitation. En Angleterre, quelques progrès ont été également apportés ; il est difficile de pouvoir établir si l'augmentation de la production provient d'une rationalisation de l'industrie ou d'une augmentation des heures de travail.

A première vue, égaliser les heures de travail en Europe semble assez aisé. Tous les pays producteurs, avec quelques variantes, ont adopté la loi de huit heures ; certains pays devraient abaisser la durée des heures de travail ; le prix du combustible augmenterait dans ces pays à moins que les chefs d'entreprises, par un meilleur aménagement de l'industrie, arrivent à compenser cet abaissement de la production.

Le résultat le plus certain d'une égalisation des heures de travail serait en faveur de l'ouvrier ; il n'aurait plus à redouter une augmentation continuelle des heures de travail pour permettre aux chefs d'entreprises de lutter contre la concurrence.

3° Essai d'un accord sur les salaires

La question de l'égalisation des salaires est certainement plus difficile.

En Angleterre même, et quoi que ce soit la panacée vers laquelle tendent les organisations ouvrières, il n'y a pas égalité de salaires pour les mineurs des différentes ré-

gions minières. Les différences de salaires proviennent principalement de l'épaisseur des couches, de la profondeur des puits et des circonstances diverses qui affectent la production.

En Allemagne, les salaires sont respectivement en Westphalie, Saxe et Silésie de 8,43, 7,32 et 6,25 marks par homme et par poste.

Pour l'ouvrier le salaire absolu n'a aucune importance; ce qui l'intéresse c'est le pouvoir d'achat que ce salaire représente. Pour l'employeur, ce qui importe ce n'est pas la quantité d'or qu'il verse à l'ouvrier, mais le profit qu'il retire du fait d'avoir avancé une telle somme.

Examinons les quelques chiffres ci-dessous qui indiquent le rapport entre les salaires annuels des ouvriers de différents pays et les salaires-or versés par tonne extraite.

	Gains annuels de l'ouvrier en valeur absolue	Salaire-or payé par tonne extraite
Grande-Bretagne	100	100
Ruhr	89	72
Haute Silésie	68	44
France	62	100
Belgique	56	104
Pologne	42	35

Ces statistiques montrent que, quoi que l'ouvrier mineur belge ou français gagne considérablement moins que l'ouvrier anglais, les salaires des mineurs de ces deux pays, par tonne extraite, sont les mêmes que ceux versés au mineur anglais. Le salaire de l'ouvrier de la Ruhr est sensiblement le même que celui de l'ouvrier anglais et cependant le prix de revient est d'un tiers inférieur à celui d'Angleterre. Enfin en Pologne les salaires et le coût de

la production sont extrêmement bas. Par contre, du point de vue de l'exportation, les producteurs polonais sont désavantagés par la situation géographique de leurs pays et il est probable que sans l'octroi de subsides importants, ils n'auraient pas été en mesure de maintenir leur situation sur les marchés internationaux.

Ces quelques exemples montrent la complexité du problème ; les salaires ne sont qu'un des éléments du coût de la production ; les autres éléments devraient être étudiés séparément si un accord devait intervenir.

Serait-il raisonnable de suggérer que le propriétaire belge devra doubler le salaire de ses ouvriers afin d'être au même niveau que le propriétaire anglais ?

Le propriétaire allemand augmentera-t-il le salaire de ses ouvriers de 20 % afin de compenser les avantages qu'il a obtenu par suite de la rationalisation qu'il a apportée à son industrie ?

Peut-on concevoir que le mineur polonais acceptera de gaieté de cœur de ne plus recevoir de salaire afin d'établir une égalité parfaite ?

Il serait prématuré de conclure qu'une entente est impossible, mais il est certain qu'elle sera difficile et nécessitera des discussions longues et compliquées. Tout d'abord, il sera nécessaire que les producteurs de chaque pays réalisent une entente et s'accordent à déléguer leurs pouvoirs à tels de leurs membres qui pourront, d'une façon utile, les représenter dans les discussions internationales.

Ces ententes avaient été envisagées dès 1925 par Frank Hodges qui estimait nécessaire la création d'un conseil international du charbon ; ce conseil aurait eu la haute-

main sur le commerce international de cette matière première. Il aurait eu à déterminer les besoins mondiaux, à contingenter l'exportation des grands pays producteurs et à réglementer les prix et les salaires.

La Fédération internationale des mineurs chrétiens dans sa résolution du 8 juillet 1925 dénonçait « la surproduction du charbon, de plus en plus importante » et elle ne voyait « un assainissement de la situation possible que sur la base d'un accord international ».

Enfin dans deux lettres à la presse (1), Sir Alfred Mond estimait que c'était seulement dans une solution internationale que résidait vraiment la possibilité d'un avenir meilleur.

Les premiers résultats atteints à Genève ne semblent pas augurer de l'avenir. Le premier pas pourrait être un accord international sur les tarifs douaniers (2), cette question à elle seule a soulevé des problèmes si compliqués qu'il est à craindre qu'un accord international sur les salaires, et plus tard sur la question du charbon, ne reste jamais qu'à l'état de projet.

A notre avis, le producteur anglais ne doit pas attendre pour l'instant son salut de ces ententes.

(1) Times, 1^{er} et 11 avril 1926.

(2) Voir sur cette question l'ouvrage de M Robert Guilhun « Les Problèmes douaniers Internationaux et la Société des Nations », dans lequel l'auteur examine le développement de l'action collective entreprise sous l'égide de la Société des Nations pour l'abaissement des barrières douanières et la thèse qui subordonna cet abaissement des droits de douane à une rationalisation nationale et internationale et entend étayer la politique douanière par le développement des ententes internationales entre les intérêts privés.

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS

Au cours de notre étude, nous avons examiné sommairement un certain nombre de causes qui, à notre avis, ont contribué au déclin de la prospérité des houillères anglaises. Chaque fois qu'il nous fut possible de le faire, nous avons exposé les remèdes qui auraient pu, ou pourraient encore être apportés.

Nous avons repoussé la thèse patronale qui n'ayant qu'un but, celui de voir les entreprises donner des bénéfices, estime que les frais généraux doivent être diminués par une réduction des salaires.

Nous avons au contraire adopté celle qui consiste en une augmentation des heures de travail ; nous estimons que cette mesure aurait un effet salulaire. Nous ajouterons seulement que cette augmentation des heures de travail ne doit être que temporaire ; elle doit permettre à l'industrie de subsister le temps nécessaire pour qu'elle puisse s'adapter aux conditions actuelles de production de ses concurrents des pays continentaux.

Une rationalisation comme nous l'avons montré est nécessaire ; elle sera effectuée le jour où le charbon anglais pourra concurrencer victorieusement sur les marchés extérieurs celui des autres pays ; ce but ne devra pas être atteint aux dépens de l'ouvrier, mais au contraire en lui accordant sa part dans la prospérité de l'entreprise.

Cette rationalisation est affaire des chefs d'entreprise ; le rôle du législateur n'est pas de dicter comment elle doit être opérée ; il peut apporter son concours et la faciliter, soit en modifiant le régime de la propriété minière, soit en apportant des dégrèvements d'impôts aux entreprises qui se réorganisent, soit enfin en créant une barrière douanière qui protégera contre la concurrence étrangère les industries grandes consommatrices de charbon.

Mais cette rationalisation ne peut se faire que si le monde patronal estime que ses efforts ne seront pas détruits par des décisions brutales du législateur.

L'ouvrier doit également apporter son concours. Il doit oublier les querelles d'autrefois ; ses chefs doivent, franchement, reconnaître que les vieilles théories qui font du monde patronal et du monde ouvrier deux ennemis ayant des intérêts opposés sont périmées, mais qu'au contraire, ils sont deux des facteurs de la production dont les intérêts sont communs et que la prospérité de l'un dépend de celle de l'autre.

La sûreté du lendemain, une collaboration étroite des facteurs de la production, une rationalisation des entreprises, permettront à l'industrie charbonnière, branche maîtresse de l'économie nationale anglaise, de retrouver sa prospérité d'autrefois,

ANNEXES

A. LÉGISLATION RECENTE

1° Analyse de la loi du 1^{er} Août 1930

Le 1^{er} août 1930 était promulguée une loi ayant pour objet de réglementer la production et la vente du charbon, la réduction des heures de travail dans les mines, et la rationalisation de l'industrie minière.

Afin de compléter cet ouvrage, nous donnerons ci-dessous une analyse de cette loi et essayerons d'en prévoir le fonctionnement et ses conséquences.

PREMIÈRE PARTIE

Il sera créé un plan (scheme) central administré par un conseil élu par tous les propriétaires (ci-après, désigné sous le nom de conseil central) et qui aura pour objet de régulariser la production, la distribution et la vente du charbon en Grande-Bretagne.

L'organisation de ce plan est confiée aux propriétaires;

il devra être approuvé par le Board of Trade. Après son adoption, les propriétaires, avec le consentement du Ministère du Commerce, pourront y apporter toutes modifications qu'ils jugeront utiles. Ce plan entrera en vigueur le 1^{er} novembre, mais la date pourra être retardée.

Pour chaque district, le plan fixera, d'accord avec le conseil exécutif du district, le maximum de la production auquel ce district aura droit ; il aura le droit de prélever des redevances fixées proportionnellement à la production houillère en vue de couvrir ses frais. Une caisse sera créée ; elle sera administrée par des trustees qui auront pouvoir d'estimer en justice.

Afin d'exercer un contrôle efficace sur la production, le conseil aura le droit de prendre connaissance de tous documents nécessaires ; des sanctions (amendes) sont prévues afin de permettre au conseil de faire respecter ses décisions.

Il sera créé dans chaque district un plan de district (district scheme) qui sera administré par un conseil exécutif élu par tous les propriétaires du district.

Le charbon produit dans chaque district sera divisé en un certain nombre de catégories ; le conseil fixera pour chaque mine le tonnage standard qu'elle aura le droit de produire ; la fixation de ce tonnage sera faite en tenant compte de toutes les circonstances qui peuvent assurer la meilleure gestion du domaine minier. Un quota, variable avec chaque catégorie de charbon, mais qui sera le même dans tout le district pour chaque classe de charbon, sera fixé. La production déterminée par le quota ne devra pas être dépassé, mais il est prévu que si l'extraction d'une mine est inférieure à la quantité qui lui a été allouée, une

autre mine du district pourra augmenter sa production à condition que le tonnage total alloué au district ne soit pas supérieur à celui déterminé par le conseil.

Le plan de district fixera de plus le prix minimum au-dessous duquel, pendant une certaine période, le charbon ne devra pas être vendu.

Les propriétaires pourront être astreints au paiement de certaines redevances en vue d'assurer le fonctionnement du plan de district ; une caisse sera créée ; elle sera administrée par des trustees qui auront pouvoir d'ester en justice. Le conseil exécutif pourra infliger des amendes aux propriétaires qui ne respecteraient pas ses décisions.

Si le tonnage attribué à une mine est dépassé, le conseil pourra décider que pendant une période déterminée, la production allouée à cette mine sera réduite, sans préjudice des amendes qui pourraient être infligées aux propriétaires.

La loi prévoit la constitution d'un comité national de recherches (1) qui comprendra neuf membres, tous élus. Dans chaque district un comité (2) de cinq membres sera créé. Ils auront pour fonction d'étudier toutes réclamations présentées sur le fonctionnement des divers plans. Le Ministère du Commerce, sur la recommandation de ces comités pourra faire modifier un plan chaque fois que son fonctionnement lèsera des intérêts du fait qu'il n'est pas équitable.

Les divers conseils devront fournir au Ministère du Commerce les renseignements que celui-ci leur demandera.

(1) National committee of investigations.

(2) District committee of investigations.

En 1931, et par la suite chaque année, le Ministère du Commerce devra déposer sur le bureau des Chambres un rapport sur le fonctionnement des différents plans.

Les divers plans fonctionneront jusqu'au 31 décembre 1932 ; ils pourront être prorogés avec l'autorisation du Parlement.

DEUXIÈME PARTIE

Réorganisation de l'Industrie minière

Un Comité de Réorganisation des Mines (1), de cinq membres, nommés par le Ministère du Commerce, sera créé. Les Commissaires dès leur nomination devront s'ils sont membres du Parlement, donner leur démission, et de plus ne devront pas posséder d'intérêts soit directs soit indirects, dans la production ou la vente du charbon, des sous-produits, ou des machines nécessaires aux exploitations minières.

Ce Comité aura pour but de réorganiser l'industrie houillère anglaise à l'aide de fusions d'exploitations afin de faciliter la production et la vente de charbon.

Le comité pourra demander aux propriétaires de préparer des plans de fusion qui seront soumis au Board of Trade ; il aura le droit de préparer ces plans si les propriétaires ne le font pas. Il est prévu que les fusions ne devront en aucun cas dissocier les différentes parties d'une entreprise.

Les plans de fusion seront soumis au Board of Trade

(1) Coal Mines Réorganisation Commission.

et au Railway and Canal Commission qui les approuveront et pourront les modifier.

La valeur des entreprises — en vue de déterminer les prix de cession — sera celle qu'un acheteur aurait été disposé à en donner si cette loi n'avait pas été promulguée.

TROISIÈME PARTIE

Heures de Travail

Pendant toute la durée d'existence de cette loi, la durée des heures de travail, fixée actuellement par la loi de 1926, sera réduite d'une demi-heure ; elle sera donc de 7 h. 1/2.

Il est stipulé que la durée moyenne de la journée de travail peut être, après entente entre les organisations ouvrières et patronales, fixée par quinzaine.

Cette partie de la loi n'entrera en vigueur que quatre mois après sa promulgation, soit en décembre.

QUATRIÈME PARTIE

Un Conseil national des mines, composé de 17 membres, nommés ainsi qu'il est prévu, pourra être créé par le Ministère du Commerce ; il aura pour objet d'enregistrer les contrats collectifs de travail conclus entre propriétaires et ouvriers et pourra servir d'arbitre entre les parties pour toutes questions relatives aux heures de travail et aux salaires, mais aucune provision n'est faite quant à l'exécution des sentences arbitrales rendues.

CEDULE

I

La première cédule indique la répartition des régions minières en districts ; ci-dessous nous en reproduisons la liste :

1. Northumberland.
2. Durham.
3. Cumberland.
4. Lancashire et Cheshire.
5. Yorkshire.
6. Derbyshire (non compris le Sud du Derbyshire).
7. Sud du Derbyshire.
8. Nottinghamshire.
9. Leicestershire.
10. Shropshire.
11. Nord du Staffordshire.
12. Sud du Staffordshire (non compris le Cannock Chase) et Worcestershire.
13. Cannock Chase.
14. Warwickshire.
15. Forest of Dean.
16. Bristol.
17. Somerset.
18. Kent.
19. Nord du pays de Galles.
20. Sud du pays de Galles (y compris le Monmouthshire).
21. Ecosse.

II

La deuxième cédula indique que deux ou plusieurs districts peuvent fusionner en obtenant l'autorisation du Board of Trade.

De plus, le Ministère du Commerce sur demande des intéressés pourra transférer une mine d'un district dans un autre district.

2° Commentaire de la loi

« Tant mieux ou tant pis, la loi sur les mines est virtuellement devenue loi de ce pays. Quels résultats en découleront, personne ne peut le dire. Les conséquences possibles sont à la fois nombreuses et variées et même les plus experts doivent s'avouer incapables de prédire l'avenir avec une certaine précision. Une seule chose peut-être dite avec certitude. Lorsque les propriétaires ont essayé de mettre sur pied des plans, en vue de relever leur industrie des conséquences d'une surproduction, par une limitation de l'extraction, un contrôle des prix, des subventions aux exportateurs, ils ne prévoyaient pas que leurs plans seraient adoptés par un gouvernement travailliste afin de réduire les heures de travail, pour en définitive régénérer l'industrie d'une façon toute nouvelle. Il est difficile de découvrir la famille à laquelle l'enfant réellement appartient. » (1)

(1) The Financial News, 25 juillet 1930.

Quoique la loi ait emprunté certaines idées aux cartels, en définitive elle cherche à rationaliser l'industrie en se basant sur des théories ayant quelques ressemblances avec celles exposées par les théoriciens du syndicalisme ; cependant aucune théorie précise ne peut-être retrouvée à la base de la loi. Il semble que celle-ci donne aux propriétaires, organisés sur une base démocratique avec cependant quelques avantages accordés aux intérêts les plus puissants, le droit de contrôler l'extraction houillère et de réglementer les prix de vente. Subsidiairement la loi prévoit qu'une commission sera chargée d'élaborer et de faciliter des fusions d'intérêts.

La loi n'exclut pas la concurrence individuelle ; chaque producteur devra chercher à placer, au prix fixé, le tonnage qui lui sera accordé. Le propriétaire pourra augmenter ses bénéfices par une réduction de son prix de revient mais il est à craindre que les bénéfices réalisés ne dépendent que d'une limitation de la production et non d'une rationalisation de l'industrie. La loi aurait dû prévoir que le producteur travaillant dans les meilleures conditions devrait, comme récompense de ses efforts, obtenir une augmentation du tonnage qui lui a été précédemment accordé.

De plus, quel sera le résultat de la concurrence acharnée que se feront les divers districts et dans chaque district les différentes catégories de charbon ? Il est à craindre que la fixation de la production et des prix par district, au lieu de laisser la concurrence fixer d'une façon impersonnelle ces éléments, ne rende cette loi inapplicable.

Est-il possible de prévoir les différentes réclamations

qui seront portées devant le Committee of Investigations ?

D'une part les mineurs essayeront d'obtenir, pour les propriétaires, des prix de vente élevés pour en définitive réclamer une augmentation de salaire. Ils demanderont également une augmentation de la production afin de diminuer le nombre de chômeurs.

D'autre part, les consommateurs industriels qui achèteront le charbon à des prix fixés arbitrairement, sans pouvoir obtenir le bénéfice de la concurrence, essayeront certainement d'obtenir réparation du préjudice qui leur sera causé. N'est-il pas à craindre que la décision du Comité ne vienne trop tard et par suite, ne soit sans effet ?

Enfin que fera le consommateur privé non organisé mais certainement mécontent ?

L'ombre du Board of Trade plane sur cette loi. Quel rôle aura-t-il ? Si la loi ne peut-être mise en pratique, n'est-il pas à craindre que le Board of Trade, étendant ses pouvoirs, ne fasse passer la conduite de l'industrie minière dans les mains de l'état. Déjà Lord Malchett estime que la loi avait fait passer cette industrie importante dans les mains de la bureaucratie.

Dans un chapitre précédent nous avons montré que les ententes internationales ne pouvaient être créées, toutes autres considérations mises à part, que si l'industrie était organisée nationalement. La nouvelle loi permettra probablement d'organiser l'industrie anglaise afin de lui permettre de prendre part dans les discussions futures à ce sujet.

Cette loi est-elle une fin ? Déjà le président du Board of Trade se propose de déposer un projet de loi deman-

dant la nationalisation des royalties (1). N'est-il pas à craindre que cette mesure, que nous approuvons, ne soit pour un gouvernement travailliste que le commencement d'une politique qui, à notre avis, conduira l'industrie houillère anglaise à une ruine certaine.

3° Mise en pratique de la loi

Dès fin septembre, les plans de districts étaient virtuellement rédigés quoique les propriétaires aient eu les plus grandes difficultés à se décider à adopter une politique déterminée. Il semble que le plan du Pays de Galles du Sud sera le premier mis en opération.

La fixation du tonnage standart pour chaque puits a donné lieu à des discussions sans nombre ; il est probable que la fixation des prix minima pour chaque catégorie de charbon sera très difficile et des conflits s'élèveront certainement entre districts à ce sujet, quoiqu'il soit possible d'espérer que le conseil central arrivera à trouver une solution d'entente.

Le 19 septembre l'Association des Propriétaires décidait de soumettre au Board of Trade le projet du plan central.

Certains conflits se sont élevés entre les propriétaires et le Board of Trade, celui-ci estimant que les propriétaires ne pouvaient apporter aux termes de la loi une interprétation large.

Les provisions réglementant l'extraction et les amendes

(1) Discours prononcé par M. WILLIAM GRAHAM, lors d'une réunion des mineurs du Durham, présidée par M. Macdonald le 26 juillet 1930.

semblent pouvoir être appliquées, mais les propriétaires estiment que la fixation mensuelle de la production est impraticable et désirent une fixation trimestrielle. Ce changement rendra les plans de districts moins maniables ce qui forcera le plan central à apporter de nombreux ajustements.

Les plus grandes difficultés semblent être rencontrées par les propriétaires pour la fixation des prix. En fait tous pouvoirs sont laissés à ce sujet, par la loi, aux districts qui fixeront chacun leur prix minimum. Les prix pour l'exportation pourront probablement être fixés assez facilement, mais les propriétaires ne devront pas oublier que sur ce terrain la concurrence jouera et que les prix devront être fixés en conséquence. Enfin certains propriétaires désirent que les prix soient fixés non par puits, mais dans certains cas, par zones.

La classification du charbon est des plus difficile. La loi oblige les propriétaires à fixer les prix minima au dessous desquels chaque catégorie de charbon ne devra être vendue ; l'interprétation de cette partie de la loi dépend entièrement de la classification des charbons. Le Board of Trade n'admet pas que celle-ci soit basée sur le lieu de vente du charbon ; il prétend qu'un seul prix devra prévaloir dans la zone où le charbon d'un district sera vendu, quoique une partie de cette zone soit alimentée par un autre district ayant fixé pour son charbon un prix différent.

D'après le Board of Trade le charbon pourra être classé soit d'après sa nature soit d'après la catégorie de consommateur auquel il sera vendu.

La loi n'envisage pas la concurrence entre districts ;

il ne semble pas que les divers districts seront disposés à fixer mutuellement des prix plus élevés dans les marchés où la demande sera la plus forte, et certainement aucun district ne fixera les prix tels qu'une partie de son marché passerait dans les mains d'un district voisin.

Si les propriétaires ne peuvent arriver à une entente avec le Board of Trade, ils seront obligés d'adopter des prix minima inacceptables. Sans entente le système de fixation des prix de vente s'écroulera et avec lui toute la loi.

4° Refus des propriétaires de participer à la constitution du « National Industrial Board »

Nous avons vu les fonctions de ce Comité. Six de ses membres doivent être nommés par l'Association des propriétaires de mines ; le Board of Trade pourra, en cas de refus nommer les personnes qui représenteront les corps désignés.

L'association des propriétaires, le 3 octobre (1), a fait connaître au Ministre des Mines, qu'elle ne pouvait désigner des représentants. Depuis 1926 elle estime qu'elle n'est pas qualifiée pour représenter toute l'industrie pour les questions de travail ; cette attitude a été adoptée afin d'empêcher, dans toute la mesure du possible, des accords nationaux de salaires et de travail.

Le Ministre des Mines estimait que l'Association reviendrait sur sa décision,

5° Effets probables de la loi

En 1928 et 1929 le tonnage de houille exporté et la valeur des exportations avaient montré une légère reprise. L'année 1928 avec un tonnage exporté de 50.000.000 tonnes représentant une valeur de £ 39.000.000 était considérée comme la première année normale depuis 1913.

Prévoir les effets de la loi de 1930 serait difficile.

Il est certain que l'augmentation de la journée de travail de une heure en 1926 avait réduit le coût de production de la tonne de charbon de 2/- environ et qu'un certain nombre de marchés perdus avaient pu être reconquis par les exportateurs anglais. On estime que la réduction d'une demi heure de la journée de travail apportée par la loi de 1930 augmentera le coût de production de la tonne de charbon de 1/-6 environ ; étant donné que quatre tonnes de charbon sont nécessaires à la production d'une tonne d'acier, le prix de revient de ce produit augmentera nécessairement de 6/- environ. Le charbon étant à la base de toute la vie d'un pays, une augmentation du prix de cette matière première ne peut que réduire l'activité économique.

Les propriétaires prétendent qu'au point de vue des ouvriers, l'effet le plus certain de la loi, sera de leur faire réduire leurs salaires. Si ces réductions ne peuvent être effectuées les mines les moins riches devront fermer, ce qui ajoutera quelques milliers de noms à la liste déjà trop longue des chômeurs.

Il est probable que l'industrie minière anglaise, en définitive, s'organisera dans le cadre de cette loi. A notre avis la suppression de la concurrence, tout au moins par-

tiellement, n'obligera pas cette grande industrie à s'adapter aux méthodes de production moderne. Elle alimentera, à des prix élevés, le marché anglais ; à l'exportation elle se heurtera toujours aux pays qui depuis dix ans lui livrent une lutte sans merci et si le Gouvernement abandonne un jour sa politique d'intervention, il sera peut-être trop tard pour regagner des marchés définitivement conquis par des producteurs mieux organisés.

B) TENDANCES NEO-PROTECTIONNISTES

Le chapitre précédent a été consacré à une étude de l'activité houillère anglaise telle qu'un gouvernement libre-échangiste, désire qu'elle soit organisée.

D'autres théoriciens du Labour Party prétendent que les doctrines libre échangiste et protectionniste sont périmées.

Certains théoriciens du Labour Party, fidèles aux doctrines libre-échangistes, mais reconnaissant les dangers que court un pays dont les industries ne sont pas protégées entouré de pays ayant une barrière douanière, et voyant que les négociations entreprises sous l'égide de la Société des Nations ou d'Etat à Etat ne peuvent aboutir, ont essayé « d'obtenir que pendant une période de deux ans aucun tarif ne soit augmenté. Ces deux années pourraient être consacrées à des efforts pratiques en vue de la réunion de Conférences, où les représentants du gouvernements s'assureraient de la mesure où les tarifs existants

(1) Ce chapitre pourrait être facilement supprimé, il ne se rapporte pas directement à la question houillère.

Nous avons cependant estimé devoir le conserver afin d'indiquer dans la mesure du possible, l'orientation probable de l'économie anglaise.

pourraient être réduits, et des possibilités d'accord quant à certains groupes de marchandises ou aux tarifs généraux. Il serait naturellement bien entendu que les gouvernements, pendant cette période de deux ans, réduiraient leurs tarifs au moyen de conventions bilatérales ou multilatérales chaque fois que l'occasion s'en présenterait » (1).

Nous n'entrerons pas dans le détail des discussions tant devant l'Assemblée de la Société des Nations que devant le Comité Economique chargé de la rédaction d'un projet de convention ; celui qui prévoyait que les Hautes Parties contractantes s'engageaient à ne pas relever à l'égard des produits des autres parties, les droits de douane ou taxes accessoires perçus à l'importation ou l'exportation et à ne pas établir de nouveaux droits sur les produits précédemment exempts. Cet engagement est entouré d'une réserve : « Pour tenir compte des circonstances extraordinaires et exceptionnelles qui pourraient se présenter, les Hautes Parties Contractantes se reconnaissent la faculté de procéder à des ajustements douaniers destinés à faire face à des cas de crises graves, intéressant des éléments essentiels de leur vie économique ». Cette réserve à elle seule rend nul l'engagement pris par les futurs signataires de l'accord.

Le projet de M. Graham, est violemment combattu en Angleterre par une grande partie de l'opinion. Certains estiment que l'adhésion de la Grande-Bretagne au projet de trêve douanière aurait pour effet de limiter la possibilité d'exercer l'influence britannique en faveur de la réduction générale des tarifs et serait désastreuse pour l'in-

(1) Discours de M. Graham, délégué de la Grande-Bretagne, à la Société des Nations, prononcé devant l'Assemblée, le 6 septembre 1929,

dustrie et le commerce britannique. D'autres qui sont en faveur du système de la préférence impériale pensent que cette adhésion serait de nature à porter préjudice au développement du commerce impérial et finalement serait un obstacle à la solution du problème du chômage.

Ils proposent une politique toute nouvelle qui paraît-il, possède à la fois les avantages de la protection et du libre échange, sans en avoir les inconvénients.

Cette politique n'est autre que la mise sous le contrôle de l'état du commerce d'exportation. De cette façon les matières premières étrangères seront achetées aux meilleures conditions, la production anglaise sera assurée d'un marché extérieur, la distribution des produits sera rationalisée et le consommateur profitera de prix stables et équitables.

Les commerces du blé, de la viande, du coton et de laine seront organisés d'après cette méthode si le parti travailliste aux prochaines élections obtient une majorité.

On retrouve dans le contrôle du temps de guerre toutes les idées qui font partie de cette théorie ; elles semblent avoir également été mises en application en Russie. La conférence Impériale Economique de 1923, après étude, l'a condamnée. En 1925, elle fut décrite comme « une expression de foi politique plutôt qu'un programme immédiatement réalisable ». (1)

Il semble que le parti travailliste propose de cette façon un néo-protectionisme. Les prix seraient certainement

(1) Royal Commission of Food Prices 1925. Voir la déposition faite par les membres du parti travailliste indépendant.

stabilisés mais aux dépens du consommateur et du budget (1).

Si une telle politique était mise en application, peut-on prévoir les résultats en ce qui concerne la question charbonnière anglaise ? Il est certain que les pays importateurs de charbon anglais directement affectés par de telles mesures, prendront immédiatement des mesures répressives, à moins qu'ils ne cherchent à assurer leur consommation auprès d'autres pays producteurs.

Quelques membres du parti conservateur, sous la conduite de Lord Beaverbrook, proposent une autre forme de protection. L'Angleterre, ses dominions et ses colonies, ne formeraient, au point de vue douanier, qu'un seul état, à l'intérieur duquel les produits circuleraient librement et seraient protégés par des tarifs douaniers contre la concurrence étrangère.

Il est certain que la réalisation de ce vaste projet faciliterait dans le cas qui nous occupe, la vente d'une partie de la production dans les colonies qui, pour l'instant, assurent leur consommation auprès d'autres producteurs, mais n'est-il pas à craindre que ce vaste projet ne soit également « qu'une expression de foi politique plutôt qu'un programme réalisable ».

La politique du parti conservateur est franchement protectionniste. Aux prochaines élections ils proposeront aux électeurs de protéger le marché national jusqu'au jour où l'unité économique de l'Empire sera réalisée.

L'opinion publique reste cependant hostile, par tradition, au protectionnisme. Elle estime que la prospérité du

nancial News, 18 juillet 1930.

(1) Nous n'entrerons pas dans la critique des Import Boards. Voir Fi-

pays n'est pas essentiellement industrielle ; la balance des comptes semble être en accord avec l'opinion publique. Les exportations anglaises ne paient en effet que $3/5^e$ des importations et le déficit de la balance des marchandises est comblé par des exportations invisibles que le pays tire comme courtier, créancier, transporteur, en un mot à une activité commerciale et non industrielle.

Si l'activité commerciale compense le défaut d'activité de l'industrie, il n'en reste pas moins que celle-ci fait vivre une population très nombreuse, alors que la population qui vit du commerce est, pour un même revenu beaucoup plus réduite.

Pour remédier au marasme industriel, à notre avis l'Angleterre doit abandonner les théories de bolden, aujourd'hui périmées.

Vu : *le Président*

QUALID.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

H. BERTHELEMY.

Vu et Permis d'Imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

- Coal Industry Commission Act 1919 (Rapports Sankey).
Royal Commission on the Coal Industry 1925 (Rapports Samuel).
Coal Mines Act.
Committee on Industry and Trade (Rapports Balfour).
Standing Committee on Mineral Transport (Rapports Duckham).
Collection du *Times*.
Collection du *Financial Times*.
Collection du *Financial News*.
Collection de l'*Economist*.
Collection du *Daily Express*.
Collection du *Morning Post*.
Collection de la *Round Table*.
Collection du *Manchester Guardian*.
Collection du *Miner, Organe de la Fédération des Mineurs*.
Law Reports (Recueil des arrêts de la Cour).
Histoire des Prix (Tooke 1847).
Lettres au Morning Chronicle (Ricardo Août 1809). Des causes du
Prix élevé des lingots.

Recueil des débats au Parlement anglais (Hansard).

Histoire du Peuple anglais au XIX^e siècle (Elie Halévy).

La Politique du Charbon 1914-1921 (M. Olivier).

Rapports de la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce.

Bulletins et rapports de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

Rapports du Bureau International du Travail.

Collection de la Revue Internationale du Travail.

Comité Central des Houillères de France. Circulaires.

Collection de la Revue de l'Industrie Minérale.

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE

ET DE PERSAN-BEAUMONT

47, RUE DE LA GAITÉ

PARIS

